lanationquotidien@gmail.com - www.journal-lanation.com

LA NATION

Mercredi 28 Octobre 2020 N° 2265 Prix: 10 DA

Quotidien National d'Information

AIDE FINANCIÈRE DE 30.000 DA

Les conditions et les délais fixés

P2

EL MAWLID ENNABAOUI ET 1ER NOVEMBRE

Les produits pétroliers disponibles

P2

CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

Silence électorale demain à minuit

P3

SAÏD CHANEGRIHA (CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ANP)

"L'Algérie saura relever tous les défis"

P3

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Le Président admis à l'hôpital d'Ain Naadja

PM : Son état de santé "n'inspire aucune inquiétude" P3

ALGER

Première conférence nationale sur l'œuvre de Malek Bennabi

La première conférence nationale sur l'œuvre du penseur Malek Bennabi intitulée, "A l'écoute d'un témoin du siècle", a été inaugurée hier à Alger, par le Premier ministre Abdelaziz Djerad, accompagné de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Organisée les 27 et 28 octobre à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, cet événement-hommage s'est ouvert par la visite du Premier ministre, d'une exposition retraçant le parcours intellectuel de Malek Bennabi à travers ses ouvrages et ses essais, avant de baptiser la salle rouge de la Bibliothèque nationale du nom de cet illustre penseur. Lors de son allocution, le Premier ministre a d'abord regretté que la pensée de Malek Bennabi "ne figure pas dans les programmes de nos écoles et universités comme c'est toujours le cas pour tous les grands penseurs de ce monde».

P24

CAN-2021 / QUALIFICATIONS GR. H - PANDÉMIE

Reprise des négociations tripartites aujourd'hui

Le match Algérie - Zimbabwe, prévu le 12 novembre prochain au stade du 5-Juillet (Alger) pour le compte de la 3e journée des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2021), se jouera officiellement à huis clos, a annoncé hier le président de la Fédération algérienne de football, Kheireddine Zetchi, invoquant des précautions liées à la pandémie du coronavirus.

"A un moment donné, nous avons pensé pouvoir permettre à 5000 spectateurs d'assister à ce match, mais avec la récente hausse des cas de contamination au COVID-19, nous avons décidé que cette rencontre se joue finalement à huis clos" a indiqué le président de la FAF, en conférence de presse, juste après l'Assemblée générale ordinaire à l'Hôtel Sheraton.

P11

Régions

MÉDÉA

Opération de nettoyage de l'ancien site historique "Haouch El-Bey"

P8

M'SILA

Distribution de plus de 2.000 logements

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

287 nouveaux cas, 171 guérisons et 9 décès

P3

ETATS-UNIS

Comment le vote par correspondance pourrait faire dérailler la présidentielle

P15

FÊTE DE LA RÉVOLUTION

Objectif : Sept à dix millions de quintaux supplémentaires à l'horizon 2024

P24

Economie

OMC

L'UE va soutenir la Nigériane Okonjo-Iweala

P5

Brèves

AIDE FINANCIÈRE AUX CHEFS DE FAMILLE

Les conditions et les délais fixés

Dans le cadre des efforts consentis par les pouvoirs publics pour assurer les effets de la pandémie du coronavirus et l'achèvement du processus d'octroi d'aides financières estimées à 10 000 dinars, dont ont bénéficié les chefs de famille dont les activités ont été suspendues en raison des mesures de crise sanitaire, le ministère de l'Intérieur invite les professionnels de petits métiers qui remplissent les conditions à bénéficier d'une aide financière estimée à 30.000 dinars pour un mois et pour une période de 3 mois, au plus tard le 30 novembre 2020, indique un communiqué du ministère.
Toutefois, le ministère a mis des conditions pour bénéficier de cette aide financière : l'activité concernée doit fait l'objet d'une suspension temporaire dans le cadre des mesures prises par les pouvoirs publics pendant la période du confinement. Le bénéficiaire doit posséder un registre du commerce ou une carte d'artisan, selon le cas, ou un autre document justifiant l'exercice de la profession. Le revenu annuel déclaré par la Caisse nationale de sécurité sociale pour les non-salariés pour l'année 2020 est inférieur ou égal à 48 000 DZD. Le bénéficiaire doit payer régulièrement les cotisations sociales à la Caisse nationale de sécurité sociale pour les non-salariés au titre de l'année 2020. Le ministère a conditionné l'octroi de cette aide financière de 30.000 dinars au dépôt d'un dossier composé d'une copie de la carte Chifa ou l'attestation d'affiliation à la caisse nationale de sécurité sociale pour les non-salariés ou toute carte portant le numéro de sécurité sociale de la personne concernée.
Un chèque de compte postal ou bancaire barré, ou tout document prouvant le numéro du compte postal ou bancaire et remplir un formulaire téléchargeable sur le site du ministère de l'Intérieur.

R.N

EL MAWLID ENNABAOUI ET 1ER NOVEMBRE

Les produits pétroliers disponibles

La Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) a rassuré hier sur la disponibilité des produits pétroliers durant le prochain long week-end coïncidant avec la célébration des fêtes d'El Mawlid Ennabaoui Echarif et du 1er novembre.
Naftal informe sa clientèle que durant le prochain long week-end qui coïncide avec la célébration des fêtes d'El Mawlid Ennabaoui Echarif et du 1er novembre, et à l'instar des autres jours de l'année, "l'approvisionnement du marché national en produits pétroliers (carburants et gaz butane) sera assuré" a indiqué la société dans un communiqué. L'approvisionnement sera assuré "à travers tout le territoire national et l'ensemble du réseau de stations-services et points de vente de jour comme de nuit", affirme la même source. Naftal a, par ailleurs, précisé que "toutes les dispositions sont prises pour la continuité du fonctionnement de ses centres de stockage, dépôts et centres enfuteurs".

R.N

DON D'ORGANES

Vers le lancement d'un fichier national des donneurs potentiels

Le directeur général de l'Agence nationale des greffes (ANG), le Pr. Hocine Chaouche a annoncé le lancement prochain d'un fichier national de personnes souhaitant faire don ou non de leurs organes.

Dans un entretien à l'APS, après l'annonce par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière de la reprise des activités de greffe suspendues en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus, le Pr. Chaouche a fait part de la volonté de donner une nouvelle dynamique à ces activités tout en composant avec la situation sanitaire induite par cette épidémie, annonçant, à cette occasion, la création prochaine d'un fichier national de donneurs potentiels d'organes.
L'ANG axera ses efforts, à l'avenir, sur la communication et la sensibilisation pour pouvoir passer de la phase actuelle de transplantation rénale à partir de donneurs vivants dans l'entourage du receveur à celle du prélèvement d'organes à partir de donneurs en état de mort encéphalique (EME), et ce, après le lancement du fichier national , a-t-dit, précisant que ceux qui n'expriment pas, de leur vivant, leur refus de donner leurs organes et ne figurent pas sur le fichier des refus sont "présumés consentants".
Le DG de l'ANG a, en outre, fait savoir que le ministère de tutelle ouvrira à Blida un centre qui prendra en charge la gestion informatique du fichier, ainsi que la gestion des activités de transplantation et de greffe. Outre le renouvellement de son staff et l'association de médecins des secteurs public et privé à la gestion de ses activités, l'Agence nationale des greffes compte augmenter le nombre de greffes à partir de donneurs vivants dans l'entourage du receveur, a indiqué le Pr. Chaouche, appelant les centres hospitalo-universitaires à relancer ces activités suspendues en raison de l'épidémie de Covid-19. "La greffe de la moelle est une greffe de cellule. Il y a également la greffe de tissu (la cornée) qui va être lancée très prochainement. Le problème sera réglé avec le prélèvement sur cadavre. Normalement, on ne devrait plus importer, les greffons seront prélevés localement", a-t-il précisé. Du point de vue qualité, la question de la greffe de la cornée "ne se pose pas", mais quantitativement, nous rencontrons des problèmes matériels outre la propagation du coronavirus (Covid-19). La transplantation multi organes, à l'instar du foie, du cœur et du poumon ne figure pas à l'ordre du jour, vu que l'opération nécessite une bonne préparation et des moyens, a-t-il fait savoir, précisant que le lancement de cette opération exige la pleine disposition de tous les staffs médicaux. Par ailleurs, la loi sanitaire de 2018 a fixé les bases essentielles de la transplantation et de la greffe d'organes. Le ministère de tutelle doit, donc, "accélérer la mise en place de textes d'application pour faciliter le lancement effectif".
Pr Chaouche a tenu à rappeler les difficultés rencontrées dans les années 90 ainsi que les différentes entraves à la poursuite de la greffe d'organes à cette époque. Toutefois, a-t-il dit, les personnes en charge de l'opération sont parvenues à assurer une opération hebdomadairement à des malades qui ont longuement attendu et qui sont toujours en vie.
A l'époque où l'Algérie envoyait ses malades vers des hôpitaux privés à l'étranger, Pr. Chaouche a indiqué avoir proposé à un ministre de faire la greffe dans les cliniques privées afin d'épargner aux malades la contrainte du déplacement et d'alléger les coûts de leur transfert, mais, a-t-il ajouté, ce ministre a opposé un refus catégorique à cette proposition. Concernant les campagnes de sensibilisation sur les greffes d'organes, Pr. Chaouche a appelé à associer les mosquées, étant proches du citoyen, tout en formant les imams autour des messages qui doivent être diffusés lors des horaires de prière et des prêches de vendredi et choisir ceux qui seront présents constamment au niveau des hôpitaux aux côtés des médecins. De même qu'il a insisté sur le rôle des différents médias dans la sensibilisation des citoyens sur l'importance de cette opération qui s'élève même à "une aumône continue". Pour ce qui est de la formation et du partenariat avec les pays européenne, l'expert les juge "indispensables", à travers l'organisation de sessions de formation "courtes et bénéfiques afin de lutter contre la fuite des cerveaux".

R.N

ALGÉRIE-HONGRIE

Approfondir le dialogue politique au service du partenariat

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a mis l'accent, hier lors d'une audience accordée au ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Peter Szijjarto, sur la nécessité d'approfondir le dialogue politique établi entre les deux pays au "service du partenariat bilatéral". "Nous avons évoqué l'approfondissement du dialogue bilatéral politique établi entre nos deux pays, au service du partenariat bilatéral algéro-hongrois", a déclaré M. Boukadoum au terme de l'audience qui s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères. Les discussions entre les deux parties ont porté sur "les voies d'appui des relations bilatérales à même de les conduire vers de meilleurs perspectives, outre les questions régionales et internationales d'intérêt commun". L'Algérie et la Hongrie sont liées par "des relations anciennes basées sur une étroite amitié", a-t-il rappelé. La rencontre a porté sur l'éventualité de tirer profit de l'expérience hongroise "réussie et qui mérite d'être connue" pour un passage de l'économie dirigée à une économie de marché voire à l'économie ouverte, a-t-il ajouté, précisant que cette expérience "est reconnue au plan international, particulièrement en cette conjoncture où l'Algérie aspire à diversifier son économie et accéder aux marchés internationaux". A ce propos, M. Boukadoum a fait part de la signature de "quatre mémorandums d'entente pour soutenir la coopération économique et culturelle" entre les deux pays, citant "les bourses d'étude, les archives, la formation professionnelle et la coopération entre l'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI) et l'académie diplomatique hongroise". Le ministre hongrois des Affaires étrangères a, pour sa part, indiqué que l'immigration clandestine représentait "un des plus grands défis comportant des risques sécuritaires", décriant la politique "erronée" de Bruxelles en la matière, une politique, a-t-il dit, qu'"il est temps de changer".
D'ailleurs, la Hongrie considère les Etats de l'Afrique du Nord comme des "associés et amis dans le traitement de ce phénomène", a-t-il soutenu. Dans le même sillage, M. Szijjarto a évoqué avec le ministre des Affaires étrangères "la situation des pays africains exportateurs de réfugiés et de migrants clandestins vers l'Europe, une situation de plus en plus déplorable", mettant en garde contre "les risques sécuritaires que représentent les groupes terroristes et la propagation de l'extrémisme religieux, en sus des mauvaises conditions économiques aggravées par la pandémie de la Covid-19". Prévoyant l'augmentation du nombre de migrants clandestins vers l'UE, le responsable hongrois s'est dit convaincu que "l'appui de la coopération entre l'UE et les pays africains est à même de juguler ce phénomène".

APS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Le Président admis à l'hôpital d'Ain Naadja

• PM : SON ÉTAT DE SANTÉ "N'INSPIRE AUCUNE INQUIÉTUDE"

L'état de santé du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, admis dans une unité de soins spécialisés de l'hôpital militaire d'Ain Naadja à Alger, "n'inspire aucune inquiétude", rassurent hier les services du Premier ministre (PM).

"Sur recommandation de ses médecins, le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, est rentré dans une unité de soins spécialisés de l'hôpital central de l'armée à Ain Naadja à Alger. Son état de santé est stable et n'inspire aucune inquiétude", précise un communiqué des services du Premier ministre. Le président de la République poursuit ses activités quotidiennes à partir de son lieu d'hospitalisation, ajoute le communiqué.
Aucune autre information n'est disponible sur la nature de la maladie dont souffre le Président. Même si un précédent communiqué de la présidence fait allusion au coronavirus. Samedi dernier, les services de la présidence de la République ont annoncé que le Président s'est soumis volontairement à un confinement de cinq jours. Cette mesure de confinement volontaire de cinq jours a été recommandée au Président par le staff médical après avoir constaté que plusieurs cadres supérieurs de la Présidence et du Gouvernement présentent des symptômes de contamination au nouveau coronavirus (Covid-19). Le même jour, le Président a twitté : « Conformément aux recommandations du staff médical, j'ai entamé volontairement une période de confinement suite à la contamination au nouveau coronavirus de cadres supérieurs de la Présidence de la République et du gouvernement. Je vous rassure, mes frères et sœurs, que je me porte bien et que je poursuis mon travail à distance jusqu'à la fin de la période de confinement.»

R.N

SAÏD CHANEGRIHA (CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ANP)

« L'Algérie saura relever tous les défis»

Le Général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire(ANP), a affirmé hier que "notre pays saura relever tous les défis auxquels il fait face et s'en sortir encore plus fort", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Lors d'une visite de travail et d'inspection au Commandement des Forces aériennes, le Général de corps d'armée a tenu une réunion d'orientation avec les cadres et les personnels où il adressé une allocution, affirmant qu'"il est entièrement convaincu que notre pays, comme il a réussi à vaincre le colonialisme hier et évincer le terrorisme dans un passé récent, saura relever tous les défis auxquels il fait face et s'en sortir encore plus fort", précise le communiqué. "Je tiens à rappeler, en cette occasion qui intervient à quelques jours avant le référendum sur le projet de révision de la Constitution, que l'intérêt suprême de la patrie nous impose, au sein de l'Armée nationale populaire, partant de nos missions constitutionnelles, de prendre des positions sincères et constantes envers notre partie et notre peuple, car nous considérons que la sécurité et la stabilité de ce pays, l'intégrité et la souveraineté de son peuple sont un legs sacré qui nous incombe, du fait qu'il s'est affranchi du colonialisme abject grâce aux sacrifices incommensurables de nos ancêtres, qui ont consenti, à travers les temps, des colonnes de martyrs en gage de l'affranchissement des carcans de la servitude", a-t-il ajouté. "En effet, l'Algérie, terre de résistance et de martyrs, connait pertinemment la valeur de la souveraineté nationale et le prix de l'indépendance, de la sécurité et la stabilité, car elle a connu jadis le goût amer de la tyrannie du colonialisme et a vécu les affres du terrorisme barbare et sanguinaire, qui n'était pas moins horrible, malveillant et dangereux que le colonialisme. Aussi, nous sommes pleinement convaincus que notre pays, comme il a réussi à vaincre le colonialisme auparavant et évincer le terrorisme dans un passé récent, saura relever tous les défis auxquels il fait face et s'en sortira plus fort et plus puissant. Il restera toujours invincible face à ses ennemis d'hier, d'aujourd'hui et de demain et saura préserver son indépendance et sa souveraineté nationale", a-t-il souligné. Poursuivant les visites d'inspection aux différentes Forces et Régions militaires, et parallèlement au lancement du programme de préparation au combat au titre de l'année 2020-2021, le Général de Corps d'Armée a effectué hier une visite de travail et d'inspection au Commandement des Forces aériennes. Au début et après la cérémonie d'accueil, M. le Général de Corps d'Armée Chanegriha Saïd a observé à l'entrée du siège du Commandement, en compagnie du Général-Major Laaraba Mahmoud, Commandant des Forces aériennes, un moment de recueillement à la mémoire du Chahid "Ait Hamouda-Amirouche", dont le siège du Commandement des Forces terrestres porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et celle de nos valeureux Chouhada, précise la même source.

APS

CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

Silence électoral demain à minuit

La loi organique n° 16-10 du 25 août 2016 relative au régime électoral prévoit un silence électoral qui doit être observé dès mercredi (aujourd'hui) à minuit, par tous les animateurs de la campagne de sensibilisation sur le projet de révision de la Constitution. L'article 173 de cette loi stipule que "Sauf le cas prévu à l'article 103 (alinéa 3) de la Constitution, la campagne électorale est déclarée ouverte, vingt-cinq (25) jours avant la date du scrutin. Elle s'achève trois (3) jours avant la date du scrutin". L'article 174 prévoit que "Nul ne peut, par quelque moyen et sous quelle que forme que ce soit, faire campagne, en dehors de la période prévue à l'article 173 de la présente loi organique".
Selon l'article 181 de cette loi, "la publication et la diffusion de sondages portant sur les intentions de vote des électeurs et les côtes de popularité des candidats, moins de soixante-douze (72) heures à l'échelle nationale, et cinq (5) jours pour la communauté nationale établie à l'étranger, avant la date du scrutin, sont interdites".

R.N

Brèves

CORONAVIRUS

287 nouveaux cas, 171 guérisons et 9 décès

Deux cent quatre-vingt-sept (287) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 171 guérisons et 9 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 56 706 dont 287 nouveaux cas, soit 0,7 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à1 931 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 39 444, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 20 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 20 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 8 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 37 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen la vigilance et le respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

R.N

TRIBUNAL DE TIPASA

Report du procès de Abdelkader Zoukh au 17 novembre

Le tribunal de première instance de Tipasa a prononcé hier le report au 17 novembre prochain du procès de l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, accusé dans deux affaires de corruption distinctes. Ce report a été décidé à la demande de la défense de l'accusé qui a motivé sa requête par le besoin de bien se préparer pour le procès, selon l'un des avocats de Zoukh. Abdelkader Zoukh, dont le procès se déroule au tribunal de Tipasa conformément à la procédure de privilège de juridiction, est poursuivi dans trois affaires de corruption distinctes. Le procès de la première affaire avait été reporté, la semaine dernière, au 3 novembre prochain.
Outre l'accusé principal, Abdelkader Zoukh, sont également cités à comparaître dans la première affaire 11 témoins, dont l'ancien ministre Abdelghani Zaalane, en détention dans le cadre d'une autre affaire, et Mahieddine, Rachid, Billal et Hamid Tahkout.
L'ex-wali d'Alger est poursuivi dans cette affaire pour "octroi délibéré d'indus privilèges à autrui lors de la passation de marché en violation des dispositions législatives et réglementaires", "dilapidation de deniers publics et abus de fonction par un agent public en violation de la loi", "conflit d'intérêt" et "octroi de franchises et d'abattements d'impôts et de taxes sans autorisation légale".
La deuxième affaire dans laquelle est poursuivi Zoukh en tant que principal accusé et où Ali Haddad, détenu pour d'autres affaires, comparait en tant que témoin aux côtés d'autres parties, est liée à "l'octroi d'indus avantages et à l'abus de fonction", selon l'arrêt de renvoi. L'ex-wali d'Alger est poursuivi dans l'affaire qui a été reportée au 3 novembre prochain dans laquelle comparaîtra l'ex-Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, en tant que témoin, pour "dilapidation délibérée de deniers publics par un fonctionnaire", "utilisation illégale de biens et deniers publics qui lui ont été confiés de par sa fonction", "abus de fonction et violation des lois et règlements dans le but d'obtention d'avantages pour un tiers". Les procédures de privilège de juridiction consacrées par la loi prévoient le déroulement du procès de l'accusé Abdelkader Zoukh, en tant qu'ex-responsable, dans un tribunal en dehors du territoire où il exerçait. Les faits se sont déroulés à Alger où il occupait le poste de wali. Le président du tribunal correctionnel a exigé de la défense de l'accusé une bonne préparation pour le procès des trois affaires suscitées, annonçant qu'il ne sera pas reporté une nouvelle fois.

R.N

PROTECTION CIVILE

Plateforme numérique à l'horizon 2021

Une plateforme numérique de la Protection civile sera mise en service "au début de l'année 2021", a annoncé lundi à Batna le sous-directeur de la planification opérationnelle auprès de la direction générale de la Protection civile (DGPC).
"Des rencontres pour la présentation du mécanisme de cette plateforme et de son installation, suivies d'un programme de formation au profit des cadres du secteur, seront organisés avant d'entamer la phase des essais techniques de ce nouveau dispositif'', a indiqué le commandant, Merizak Keffous, en marge d'une journée d'étude consacrée à la présentation du projet de la plateforme numérique de la Protection civile.
Tenue au centre de recherches scientifiques de l'université (Batna 2) en présence des cadres de ce secteur issus de 16 wilayas de l'Est et du Sud-Est du pays, cette rencontre est "la deuxième du genre", a fait savoir le même responsable, précisant que la première rencontre, à laquelle ont pris part les cadres du secteur des wilayas du Centre du pays, a été organisée dans la wilaya d'Alger.
Une troisième rencontre similaire se tiendra "prochainement" dans la wilaya de Mostaganem au profit des cadres de la Protection civile des wilayas de l'Ouest du pays.
Selon le commandant Merizek, cette initiative intervient dans le cadre du programme de la DGPC visant la modernisation du secteur de la Protection civile, notamment le service opérationnel, qui constitue l'épine dorsale de ce corps.
Cette opération relève de la politique du gouvernement ayant pour but de de numériser les départements ministériels et les différents secteurs, a expliqué le même responsable, soulignant que ''la numérisation du corps de la protection civile passera par les trois composantes de l'organigramme de la DGPC, à savoir les unités, les centres de coordination opérationnelle et le centre national de coordination". Réalisée en collaboration avec la société algérienne "Aina Business", la plateforme numérique de la Protection civile, a pour objectif d'exploiter les informations opérationnelles de manière précise et instantanée à l'aide du système de localisation géographique, en sus de l'exploitation et l'analyse des statistiques opérationnelles en vue d'uniformiser les méthodes de travail des directions de la Protection civile à travers le pays, a-t-on signalé. Ont pris part aux travaux de cette journée d'étude, les responsables des centres de coordination opérationnelle et les responsables de l'information au niveau des directions de la Protection civile de 16 wilayas de l'Est du pays, ainsi que le directeur local de ce corps, le colonel Djamel Khamar. Au cours de cette rencontre des explications théoriques ont été présentées et des ateliers pratiques sur le fonctionnement de cette nouvelle plateforme numérique ont été organisés.

APS

ECONOMIE D'ÉNERGIE

Nécessité d'un nouveau mode de consommation du citoyen

Un nouveau mode de consommation énergétique du citoyen est nécessaire afin d'éviter le gaspillage de cette ressource ayant un impact sur les finances de l'Etat et sur celles du consommateur lui-même, a indiqué hier à Alger le président du Conseil national économique et social (CNES), Reda Tir.

Intervenant à l'occasion d'une journée d'information consacrée à l'économie d'énergie, M. Tir a fait savoir qu'il est nécessaire pour le citoyen algérien d'adopter un nouveau mode de consommation bannissant le gaspillage de la ressource énergétique qui pèse sur les finances de l'Etat et du citoyen lui-même.
"Ce n'est pas parce que l'électricité est subventionnée à hauteur de 70-80% qu'on doit gaspiller cette richesse. Notre but est d'éliminer ce comportement négatif", a-t-il souligné. Le président du CNES a également fait observer que cet objectif ne doit pas constituer une problématique d'Etat uniquement, "car il s'agit d'y associer l'ensemble de la société à travers toutes ses composantes". Présent à cette rencontre, le P-dg de Sonelgaz, Chaher Boulekhras, a estimé que "le CNES est le mieux placé pour évoquer ce sujet car il concerne tant l'aspect économique que social". Il a expliqué que le but est de passer des habitudes de consommation à un mode de consommation énergétique rationnel. Selon M. Boulekhras, la transition énergétique n'est pas uniquement basée sur le renouvelable (ENR) et les hydrocarbures, mais aussi l'énergie non consommée, "que certains pays appellent la quatrième énergie".
"Pour sa part, Sonelgaz a intégré une nouvelle stratégie intégrant la question centrale de l'économie d'énergie", a-t-il rappelé.
Selon le même responsable, Sonelgaz a fait des efforts pour réduire le taux de perte énergétique passant de 17-18% à 12-13 % actuellement. "Dans d'autres pays, grâce aux modes de consommation rationnelle sont au niveau de 6-7% faisant suite à des pertes techniques justifiées", a-t-il comparé.Lors du panel organisé au cours de cette journée, l'experte et ex-DG de l'Institut algérien de la Normalisation (IANOR), Ratiba Chibani, a souligné la nécessité de normes en ce qui concerne l'économie d'énergie.
Elle a ainsi rappelé que les efforts mondiaux pour la maitrise énergétique ont été établis il y a de nombreuses années à travers la norme ISO 9001 "qui est une norme de certification où les entreprises intègrent la maitrise des processus et l'économie d'énergie".

Créer un organisme à activités normatives pour l'économie d'énergie

"Les normes peuvent aider les entreprises à économiser de l'énergie et à réduire leur factures de consommation, tout en s'engageant activement pour le développement durable, tout en contribuant aux objectifs mondiaux en matière d'efficacité énergétique", a expliqué Mme Chibani.
L'experte a en outre proposé de créer un espace élargi, à travers un organisme à activités normatives "réunissant des compétences des expériences et des ressources nécessaires".
Pour sa part, le professeur Nouar Tabet, de l'université de Sharijah (Emirats arabes unis), a énuméré les opportunités et le potentiel d'énergie solaire dont dispose l'Algérie. Il a également plaidé pour une introduction progressive de l'énergie solaire dans le mix énergétique national dont les coûts ont connu une sensible baisse depuis plusieurs années.
Pour sa part, le directeur du développement industriel du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), Merzak Zeboudj, a indiqué que le Groupe public prête une attention particulière à l'efficacité énergétique. Selon M. Zeboudj, GICA effectue des audits énergétiques périodiques au sein de ses usines en collaboration avec l'APRUE. De plus, le Groupe industriel optimise l'utilisation de l'énergie électrique dans les processus de production et utilise des déchets comme combustible alternatif.
De son côté, le représentant de l'Agence nationale pour la Promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Kamel Dali, il a fait savoir que la transition énergétique est une nouvelle vision, "un changement de paradigme basé sur la sobriété énergétique, en mettant en œuvre un modèle énergétique flexible, en phase avec le développement de l'énergie dans le monde". Il a ainsi souligné la nécessité d'une loi sur la transition énergétique sur la base d'une consultation citoyenne.
"Un programme de maitrise de l'énergie est nécessaire en plus du programme de développement des ENR", a-t-il affirmé ajoutant que cela est appelé notamment par l'accroissement de la demande d'énergie à près de 7 annuellement.

R.N

EN VUE D'ASSURER L'ACCÈS AUX MARCHÉS EXTÉRIEURS

Adopter la comptabilité analytique au sein des entreprises

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a mis l'accent, lundi à Blida, sur la nécessité d'adopter la comptabilité analytique au sein des établissements à caractère économique et industriel (EPIC) en vue d'assurer l'accès aux marchés extérieurs. "Toutes les entreprises doivent adopter et appliquer la comptabilité analytique en vue de maitriser les coûts de production indirects qui impactent par conséquent les prix ce qui permettra de relever le défi de la concurrence qui ouvre la voie sur les marchés extérieurs", a déclaré le ministre qui s'adressait à un directeur d'une confiserie industrielle au niveau la zone industrielle "Benboulaid" à Blida.
A cette occasion, il a insisté sur la nécessité de destiner un quota de la production à l'exportation en vue de garantir au moins une place dans le marché africain, notamment en prévision de l'entrée en vigueur, prochainement, de l'accord relatif à la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) approuvé par le Parlement en attendant sa signature par le Président de la République". "Le fait de destiner un quota de la production à l'exportation nous permettra d'assurer une place au marché africain", a expliqué le ministre relevant "l'impératif de cibler 53 pays africains" pour que nous ne perdions pas le marché africain, comme ce fut le cas pour les marchés arabe et européen".
"Le marché africain est important car il couvre 1,2 milliard de consommateurs dont le Produit intérieur brut (PIB) s'élève à 2.500 milliards dollars avec un espace commercial d'une valeur d'échange de plus 3.000 milliards de dollars d'où l'impératif de changer les mentalités et y réfléchir, d'autant que l'Algérie se situe dans une position stratégique lui permettant d'exporter via ses passages frontaliers du Sud mais aussi par avions et conteneurs", a précisé le ministre. "Il n'est pas nécessaire de réaliser un surplus de production pour qu'on puisse exporter. Il faut consacrer au moins 20 % de la production à l'exportation", a souligné M. Rezig."L'ensemble des départements ministériels concernés par les secteurs commercial et industriel soutiendront les investisseurs, néanmoins ils ne peuvent pas mener une concurrence à l'étranger à votre place. Nous allons vous accompagner et offrir toutes les facilitations mais vous devez fournir davantage d'efforts et proposer un produit concurrent", a-t-il soutenu. Le ministre a fait savoir que le gouvernement s'attelait à élaborer une politique sur le foncier industriel qui sera mise en œuvre par les walis dès son parachèvement.

APS

OMC

L'UE va soutenir la Nigériane Okonjo-Iweala

L'Union européenne va soutenir la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala pour le poste de directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ses Etats membres étant finalement arrivés lundi à un consensus sur cette candidature, ont indiqué des sources européennes.

Ce soutien, qui donne un élan appréciable à la candidate africaine face à sa rivale sud-coréenne Yoo Myung-hee, sera annoncé à l'OMC hier matin par l'ambassadeur de l'UE à Genève, a précisé l'une de ces sources.
Ancienne ministre des Affaires étrangères et des Finances du Nigeria, mais aussi ex-numéro deux de la Banque mondiale, Mme Okonjo-Iweala, 66 ans, pourrait devenir la première femme et la première Africaine à diriger l'organisation chargée de libéraliser le commerce mondial.
Les Etats membres ont cependant mis du temps à s'entendre sur son nom, malgré un échange sur le sujet entre les dirigeants de l'UE lors du dernier sommet européen mi-octobre à Bruxelles. Lundi matin, la Hongrie et la Lettonie refusaient encore de soutenir la Nigériane, avant de se rallier à la majorité dans la soirée, selon les sources européennes. Tout en acceptant le consensus européen, "sept délégations" ont par ailleurs "demandé que soit enregistrée leur préférence pour l'autre candidate", a précisé une de ces sources.
Ce soutien est "un signal clair à l'égard de l'Afrique et un signe de confiance mutuelle" avec l'UE, a souligné une autre source.
Le troisième cycle de discussions, qui devra départager les deux prétendantes, a débuté le 19 octobre et s'est 'achevé hier mardi. Un consensus devra être trouvé pour la date butoir du 7 novembre. La candidate qui l'emportera succédera au Brésilien Roberto Azevedo, qui a quitté l'OMC fin août, un an plus que tôt que prévu. Ce départ, expliqué par des raisons familiales, est survenu en plein marasme économique mondial, laissant l'institution en crise. Le prochain chef de l'institution devra affronter la crise économique mais aussi la crise de confiance dans le multilatéralisme et dans le bien-fondé de la libéralisation du commerce mondial, le tout sur fond de guerre commerciale entre les deux premières puissances économiques mondiales, la Chine et les Etats-Unis.

R.E

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS MONDIAUX

Chute de près de moitié au 1er semestre

Les investissements directs étrangers (IDE) mondiaux ont plongé de 49% sur un an au cours du premier semestre 2020 et leur chute pourrait atteindre 40% sur l'ensemble de l'année, conséquence des craintes sur l'économie liées à la pandémie de coronavirus, selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) publié hier. Pour la première fois, les IDE vers l'Europe ont été négatifs, à -7 milliards de dollars contre 202 milliards un an plus tôt. Ceux vers les Etats-Unis ont chuté de 61%, à 51 milliards de dollars. Les IDE mondiaux ont chuté quasiment de moitié, à 399 milliards de dollars alors que les grandes entreprises ont repoussé les investissements prévus pour préserver leur trésorerie. "Les flux mondiaux d'IDE pour le premier semestre de cette année ont chuté de près de moitié (...) C'est plus important que ce nous avions prévu pour l'ensemble de l'année", a indiqué James Zhan, directeur de la division investissement et entreprise au CNUCED lors d'une conférence de presse. Les flux sont attendus en baisse de 30% à 40% cette année et devraient reculer "modérément", de 5% à 10% en 2021, a-t-il ajouté.
Ces chiffres recouvrent les fusions et les acquisitions transfrontalières, les nouveaux projets d'investissement et les opérations de financement de projet.
Les pays industrialisés, qui représentent normalement 80% des transactions mondiales, ont été les plus touchés, avec des flux tombant à 98 milliards de dollars, un niveau atteint pour la dernière fois en 1994, selon le rapport.
Les flux ont le plus fortement diminué en Italie, aux Etats-Unis, au Brésil et en Australie, qui avaient été les principaux bénéficiaires d'IDE en 2019.
En revanche, les IDE vers la Chine ont résisté, a indiqué James Zhan.
"Leurs flux d'IDE restent relativement stables. Pour le premier semestre de l'année, la baisse a été vraiment modeste et en fait, selon les dernières données, pour les neuf premiers mois de l'année, les IDE en Chine ont augmenté de 2,5%", a-t-il dit.

R.E

Brèves

PANDÉMIE

Le tourisme mondial en baisse de 70%

Les arrivées de touristes internationaux ont chuté de 70% dans le monde sur les huit premiers mois de 2020 par rapport à l'année précédente, sous l'effet de la pandémie de Covid-19, a annoncé hier l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Les mois d'été, habituellement haute saison touristique dans l'hémisphère nord, ont été catastrophiques : -81% de touristes en juillet sur un an, et -79% en août, précise cette agence des Nations unies basée à Madrid. Cette chute représente 700 millions d'arrivées de touristes en moins, et une perte de 730 milliards de dollars pour le secteur touristique mondial, "soit plus de huit fois la perte enregistrée après la crise financière mondiale de 2009", précise l'OMT dans son communiqué. L'Asie-Pacifique, atteinte en premier par la pandémie, est la plus durement frappée (-79%), suivie par l'Afrique et le Moyen-Orient
(-69%), l'Europe (-68%) et le continent américain (-65%).
La chute des arrivées estivales en Europe a été légèrement moins forte qu'ailleurs (-72% en juillet et -69% en août), mais "cette reprise a été de courte durée car de nouvelles restrictions de voyage ont été réintroduites sur fond de rebond des contagions", souligne l'OMT.
Pour l'ensemble de 2020, l'OMT table sur un recul de 70% sur un an des arrivées de voyageurs et ne prévoit pas de rebond avant la fin 2021. Environ 20% des experts interrogés par l'agence envisagent un rebond "seulement en 2022".
Pour l'OMT, ce plongeon du tourisme est à mettre sur le compte de la lenteur à endiguer le virus, du manque de réponse coordonnée des différents pays pour la mise au point de protocoles communs ainsi que de la détérioration du contexte économique. En 2019, le tourisme mondial avait connu une croissance de 4% des arrivées.

CHINE

50% des véhicules vendus seront "propres" d'ici 2035

Les ventes de véhicules à énergie nouvelle (VEN) en Chine, le premier marché automobile mondial, représenteront 20% des ventes totales de voitures d'ici 2025 et 50% d'ici 2035, alors qu'elles ne représentent aujourd'hui que 5%, a déclaré hier la China Society of Automotive Engineers (China-SAE). L'association prévoit aussi qu'en 2035, les ventes de ces véhicules dits "propres" seront à 95% des véhicules électriques à batterie, tandis que les véhicules hybrides constitueront le reste.
Selon Li Jun, président de China-SAE, les émissions de dioxyde de carbone provenant de l'industrie automobile chinoise devraient atteindre leur pic vers 2028, pour ensuite baisser de 20% d'ici 2035. En septembre, le président chinois Xi Jinping s'est engagé à rendre le pays neutre en termes d'émissions de carbone d'ici 2060.
Les VEN incluent les véhicules électriques à batterie, les hybrides rechargeables ainsi que ceux fonctionnant à l'hydrogène. En Chine, 1,1 million de ces véhicules seront vendus cette année selon les industriels. D'après Li Jun, les seuls véhicules à hydrogène en Chine devraient représenter autour d'un million de voitures entre 2030 et 2035.

R.E

FÊTE NATIONALE DE LA POMME À BOUHMAMA (KHENCHELA)

70 participants à la 2ème édition

Au total, 70 agriculteurs de la filière de l'arboriculture fruitière ont participé lundi à l'exposition organisée dans la commune de Bouhmama (wilaya de Khenchela), dans le cadre de la deuxième édition de la fête nationale "La pomme des Aurès".

Organisée par la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, en coordination avec la Chambre d'agriculture locale et la filière des pommes du conseil interprofessionnel national de l'arboriculture, cette manifestation est placée sous le slogan "Ensemble, nous cultivons, alimentons et préservons la durabilité".

Dans ce contexte, un accord a été signé, en présence des autorités locales, entre la direction locale de la formation professionnelle et la DSA de Khenchela visant à soutenir et à créer des formations qualifiantes qui seront couronnées par des attestations d'Etat dans des spécialités à caractère agricole.

L'accord prévoit aussi la programmation de spécialités en lien avec le secteur agricole en se focalisant sur les spécialités évoquées par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, lors de sa récente visite à Khenchela concernant la conservation, le séchage et la transformation des fruits.

En marge de l'ouverture de la deuxième édition de la fête nationale de la pomme au Centre de formation et d'apprentissage, Mohamed Ben Brahim de la commune de Bouhmama, le chef de l'exécutif local, Ali Bouzidi a affirmé que "l'Etat ne ménagera aucun effort pour accompagner les agriculteurs afin de faire progresser cette filière jusqu'au stade de l'exportation".

Le wali a également ajouté que la production de pommes dans cette wilaya a connu une "augmentation remarquable" ces dernières années, parallèlement à l'accroissement du nombre d'investisseurs dans la filière de l'arboriculture fruitière dans les différentes communes de la wilaya et ce, avec l'appui de la DSA qui a accompagné de diverses manières les agriculteurs en vue d'accroître la production.

Les participants, venant des différentes communes de Khenchela et des wilayas de Batna et Médéa, ont exposé les meilleures variétés de pommes produites dans la région, et dont les familles et les badauds ont profité de l'occasion pour en acquérir à des prix abordables.

Selon les organisateurs, la wilaya de Khenchela a réalisé au cours de la campagne agricole 2019-2020 une production de pommes de 1,6 million de quintal, occupant ainsi "la première place à l'échelle nationale" pour la troisième année consécutive.

Au cours de cette manifestation, des agriculteurs-exposants de la filière des pommes ont soulevé au wali, leurs préoccupations relatives notamment à l'irrigation et l'électrification agricole.

MOSTAGANEM (SAISON ESTIVALE)

70 ha du couvert végétal détruits par 65 incendies

Les services de la protection civile de Mostaganem ont enregistré, depuis le début de juin dernier, 65 incendies ayant détruit plus de 70 hectares du couvert végétal, a-t-on appris lundi de la cellule d'information et de communication à la direction de wilaya de cette instance. Le chargé d'information, le lieutenant Mohammedi Mansour a indiqué, à l'APS, que ces incendies ont ravagé 52 ha de pin maritime et de maquis, 4,5 ha de broussailles et 14,5 ha d'herbes sèches. Le pic a été en août dernier avec la perte d'environ 53 ha du couvert végétal. S'agissant des incendies des cultures agricoles, il a fait savoir que les feux ont ravagé, au cours de cette période, 5 ha de blé, 1 ha d'autres récoltes, 6.010 bottes de foin et plus de 600 arbres fruitiers. Les aviculteurs ont perdu plus de 3.000 poussins cette saison à cause des incendies, a-t-on encore indiqué, soulignant que le bilan des incendies de cette année a considérablement augmenté par rapport à l'année dernière, ou les feux ont détruit 21,5 ha de pin d'Alep et de broussailles et 9 ha d'orge et de récolte. La direction de wilaya de la protection civile a mobilisé d'importants moyens humains et matériels cette année réparties sur 14 unités opérationnelles qui s'ajoutent à l'arsenal mobile de lutte contre les feux de forêts et des cultures agricoles (15 engins) placé dans le poste avancé près de la forêt côtière entre les communes de Khadra, Sidi Lakhdar et Benabdelmalek Ramdane.

ILLIZI

Caravane médicale de la protection civile

Une caravane médicale de la protection civile a pris le départ lundi d'Illizi à destination des zones d'ombre pour assurer des consultations médicales gratuites au profit des populations de ces régions. Inscrite au titre du programme de solidarité de la Direction générale de la protection civile prévoyant une contribution à la prise en charge médicale des populations des zones d'ombre et reculées, cette opération, lancée par le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, vise à assurer des consultations médicales gratuites et remettre des produits médicamenteux aux citoyens de ces zones, notamment les enfants, les personnes âgées et les malades chroniques, a précisé le chef de service de prévention à la DGPC, Aberkane Djamai.
L'initiative cible, dans une première phase et sur une dizaine de jours, 12 localités, dont Tarat, Tasset, Imehrou, Ifni et Oued-Samen.
De plus, le programme prévoit une opération de sensibilisation sur la prévention des différentes pathologies en milieu rural et le recensement des cas malades graves en vue d'assurer leur transfert vers des structures hospitalières pour les soins. La caravane s'assigne comme objectifs la prise en charge médicale des populations rurales, notamment des zones d'ombre par le rapprochement des prestations et du suivi médicaux réguliers dans ces régions, a-t-on souligné.

MÉDÉA

Opération de nettoyage de l'ancien site historique "Haouch El-Bey"

Une opération de nettoyage de l'ancien site historique "haouch El-Bey", sis à Médéa, à l'abandon depuis plusieurs décades, a été lancée par l'antenne locale de l'office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC), en prévision de son ouverture aux visiteurs, a-t-on appris lundi auprès de la représentante locale de l'office.

Des bénévoles de l'OGEBC et de l'association des amis du musée sont mobilisés pour cette opération, destinée à "redonner un visage plus attrayant à ce site, livré aux aléas climatiques et la main prédatrice de l'homme, et freiner sa dégradation, de sorte à ce qu'il puisse être mis en valeur et protéger", a expliqué Fatma Zohra Talbi.
Elle a précisé que le but de l'opération, sauver ce monument étroitement lié à une période clef de l'histoire de l'Emir Abdelkader, du temps où il conduisit la résistance populaire à l'occupation française, à partir de l'ancienne capitale du Titteri, Médéa, et préserver, ainsi, un pan important de notre histoire.
L'entretien de ce vestige, squatté pendant des années par des indus occupants, risque, faute d'un plan de réhabilitation, de disparaître à jamais, emportant avec lui les souvenirs du passage de l'Emir dans la région où ce lieu lui servait de résidence d'été, alors que la maison qui porte son nom, abritant aujourd'hui le siège du musée des arts et des tardions populaires, était utilisé comme second résidence pour l'hiver.
L'intérêt porté à ce monument historique s'inscrit, selon cette représentante de l'OGEBC, dans le cadre d'une démarche plus globale visant à "sauvegarder ce site et d'en assurer une meilleure exploitation pour faire connaître l'histoire et le patrimoine de la région du Titteri.
L'opération de nettoyage et d'entretien des parties externes du site, entamée actuellement, est la première étape d'une série d'actions que l'office espère mener à terme et devant aboutir à sa restauration, puis sa transformation en musée de site, a indiqué la même responsable.
Construit en 1819, "Haouch El-Bey" avait servit, au début, de résidence pour le Bey du Titteri, Mustapha Boumezrag, puis occupé quelques temps par l'Emir Abdelkader durant la période d'organisation de la résistance populaire dans l'ancienne capitale du Titteri, avant la prise de la ville par l'armée coloniale, à l'issue de l'expédition militaire, ordonnée en 1836 par le général Clauzel.
"Haouch El-Bey" abritera le 3è régiment de Spahis, après son occupation par l'armée coloniale qui avait transformé ce site en lieu d'entrainement de cette unité de la cavalerie, engagée, plus tard, dans de nombreuses batailles contre les troupes locales de la résistance populaire.

COMMUNE DE KASDIR (NÂAMA)

Maintenance et modernisation de 90 km de pistes

Une opération d'entretien et de modernisation de 90 km de pistes situés dans les zones d'ombre de la commune de Kasdir (wilaya de Naama) a pris fin dernièrement, a-t-on appris lundi auprès de direction des travaux publics.
Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre d'un programme sectoriel de désenclavement des zones reculées et isolées, a porté sur l'ouverture et la réhabilitation d'une voie et son revêtement au niveau de l'axe reliant les deux régions de "Bouib Echair" et "Kara Rima" à une distance de 28 km avec une enveloppe financière de plus de 269 millions DA, a-t-on indiqué.
Il a été aussi procédé à l'achèvement, au titre de la même opération de la deuxième tranche de rénovation de l'axe reliant les villages de "El Btimate" et "Msakhskha" sur 28 km pour une enveloppe de 278 millions DA, en plus de la concrétisation d'un troisième lot comportant l'ouverture et le revêtement d'une route reliant le village "El Btimate" et "Diwania" sur une distance de 34 km (335 millions DA).
Ces pistes non classés ont connu une situation de dégradation au cours des dernières années et ont été incluses parmi les priorités de la wilaya, à l'instar de celles traversant les villages et les zones pastorales au niveau de la commune de Kasdir, a-t-on fait savoir.
Les travaux d'entretien et de maintenance ont permis d'éliminer les points noirs provoqués par les crues d'oueds à l'origine d'accidents de la circulation et contribué au désenclavement des centres abritant des éleveurs de bétail qui disposent d'un important potentiel de cheptel.
D'autres travaux sont en cours portant sur la réhabilitation des pistes situées dans les zones isolées à travers les dairas de Mekmen Benamar et Sfissifa, soit une longueur totale de plus de 35 km. Ils seront réceptionnés l'année prochaine, a-t-on indiqué à la direction des travaux publics.

BLIDA

Ateliers de formation sur le traitement des eaux et la gestion d'entreprises

Deux ateliers de formation sur les techniques de traitement des eaux et la gestion d'entreprises sont organisés au niveau de l'Institut national spécialisé dans les arts et industries graphiques de Blida, au profit des cadres du secteur de la formation professionnelle, dans le cadre du programme de coopération "Appui-formation-emploi-qualification" (AFEQ), cofinancé par l'Algérie et l'Union européenne (UE).

Un guide pédagogique à mettre à la disposition des stagiaires en mode de formation par apprentissage, durant leur période de formation, sera élaboré durant ces deux ateliers de formation ouverts depuis, hier dimanche, pour une durée de cinq jours chacun, a indiqué à l'APS, Nadjet Bahloul Hamoudi, experte locale dans le projet AFEQ.
Il s'agit, également, de "développer la qualité de la formation par apprentissage, et d'en améliorer les programmes pour les adapter aux besoins économiques, parallèlement au renforcement de la coopération entre les secteurs économique et de la formation professionnelle", a-t-elle souligné.
L'autre but visé par ces ateliers, selon la même responsable, est de "garantir une intégration économique effective dans le processus de formation des apprentis, avec la mise au point d'un programme unifié, qui leur permettra d'intégrer le monde du travail", a-t-elle précisé.
Pour sa part, l'experte Moussaoui Hassina, en charge de l'atelier de formation sur le traitement des eaux du programme AFEQ, a souligné que "cette session de formation va permettre l'élaboration d'un programme pédagogique dans la spécialité de technicien supérieur en traitement des eaux dans le mode par apprentissage".
Elle a expliqué le choix de cette spécialité en mode par apprentissage par le fait "qu'elle est assurée uniquement en mode résidentiel au niveau des établissements de la formation professionnelle de la wilaya". "D'ou la sélection de cette spécialité par le programme AFEQ, dans un objectif d'adapter la demande aux besoins du marché local", a-t-elle observé.
Il sera procédé durant cet atelier de formation, à la définition de la méthodologie, des missions et capacités locales de la dite spécialité, avec la mise au point d'approches théoriques pédagogiques, avant d'effectuer une évaluation globale des entreprises économiques et des établissements de la formation professionnelle.
Quant à l'atelier de la qualité, il a pour objectif, selon son responsable, l'expert Mohamed Bourkaib, l'examen du problème de "non réglementation de la qualité du système de gestion des entreprises en Algérie, en vue de lui trouver des solutions". La même session va, également, déterminer la méthode de gestion d'une entreprise par le mode par apprentissage dans le cadre d'un système de formation, à travers la mise au point d'une carte pédagogique et son adaptation aux besoins du secteur économique, selon les explications du même responsable. Le Programme d'Appui Formation-Emploi-Qualification (AFEQ) est cofinancé par l'UE (10 millions d'euros) et l'Algérie (1 million d'euros), représentée, en l'occurrence, par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. D'une durée d'exécution de 36 mois, soit du 15 septembre 2017 au 15 septembre 2020, il a été suspendu en mars dernier, à cause de la pandémie de la Covid-19, avant sa reprise le 1 octobre courant, pour se poursuivre jusqu'à mars 2021.
Ce programme englobe un plan de formation intensive, repartie en plusieurs phases, à savoir le diagnostic, l'élaboration d'un plan de travail, et son exécution, phase actuellement en cours.
Les trois phases d'exécution, visent trois secteurs clés. Dans sa première composante (Adaptation insertion), le bénéficiaire est l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) à travers deux wilayas pilotes qui sont Alger et Sétif.
La 2eme composante de ce programme profitera au secteur de la formation professionnelle et l'apprentissage, à travers trois wilayas pilotes a savoir Bejaia, Boumerdes, et Blida, au moment ou la 3eme composante vise le secteur de l'Enseignement supérieur, à travers les wilayas pilotes d'Alger, Ouargla, et Oran.
Le programme, destiné à la wilaya de Blida, comporte de nombreuses activités dont des sessions de formation, des ateliers, et des visites pédagogiques au profit des élèves de la wilaya au niveau d'entreprises économiques, entre autres, a fait savoir Mme Bahloul.
Le choix de la formation par apprentissage dans le cadre de ce programme est expliqué par l'orientation d'une majorité des jeunes pour ce mode, ayant prouvé son efficacité par l'intégration d'un taux de 93% des apprentis en moins d'une année.
Une tendance corroborée par la hausse intervenue dans le taux de formation par apprentissage, qui est passée de 30% en 2004, à 60 % en 2017, selon les statistiques du secteur.

OUARGLA/DÉVELOPPEMENT RURAL

Programme de boisement et de désenclavement des zones rurales

Une enveloppe de près de 260 millions DA a été mobilisée pour la concrétisation d'un programme de désenclavement et de boisement à travers les différentes régions rurales de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris lundi auprès de la Conservation des forêts.
Le programme en question, devant être lancé prochainement, porte sur le boisement de 50 hectares d'arbustes d'essence sylvicole et d'embellissement, dont les espèces Washingtonia, Tamarix, Casuarina et Eucalyptus sont adaptées aux conditions naturelles des régions sahariennes, a précisé le Conservateur, Abderrahmane Hani.
Le programme, qui prévoit également la mise en terre, sur 100 ha en zones rurales, d'arbres fruitiers tels que l'olivier et le palmier, vise à désenclaver les zones rurales par l'ouverture et l'aménagement de voies d'accès et la réalisation de puits pastoraux.

Brèves

UNIVERSITÉ DE BEJAIA

Installation d'un lectorat de langue espagnole

Un lectorat de langue espagnole a été installé lundi à l'université de Bejaia avec l'objectif de favoriser le développement de la pratique de cette langue, localement, et par ricochet le renforcement de la coopération entre l'Algérie et l'Espagne. La cérémonie d'installation s'est effectuée au campus d'Aboudaou en présence de l'ambassadeur du Royaume d'Espagne en Algérie, M. Fernando Moran Calvo-Sotelo et du directeur de la coopération et des échanges universitaires du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Arezki Saidani.
Cette structure est la quatrième du genre en Algérie et intervient après la mise en place de celles d'Alger, Oran et Mostaganem. Elle consiste en un "accompagnement pédagogique d'étudiants et de futur formateurs dans la langue espagnole ainsi que l'orientation de l'équipe pédagogique dans la conception et l'amélioration des programmes d'enseignement" expliquera le professeur Begtache, directeur de la faculté des lettres et langues à l'université de Bejaia, précisant que ses activités seront confiées à un enseignant émérite, Sergio Aguado, venu expressément d'Espagne.

M'SILA

Distribution de plus de 2.000 logements

Un quota de 2.268 logements de diverses formules et 1.200 lotissements destinés à l'auto-construction ont été distribués lundi à M'sila en présence du secrétaire général (SG) du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Zahana. "Les efforts de l'Etat dans le domaine de l'habitat se poursuivront à M'Sila et plus de 6.000 unités en cours de réalisation seront réceptionnées avant fin 2020", a affirmé le responsable en marge de la cérémonie de distribution des logements et des lotissements, tenue à la salle omnisports Salem Maâyouf. Il a relevé que les entreprises chargées de la réalisation des différentes formules de logements ont été instruites à l'effet d'accélérer la cadence des travaux pour réceptionner les projets dans les délais impartis et permettre la poursuite de la distribution des quotas. Le quota de logement distribué lundi à M'Sila dans le cadre des festivités célébrant le déclenchement de la Guerre de libération de novembre 1954, est composé de 1.262 logements publics locatifs (LPL) au chef lieu de wilaya, 280 unités de même type implantées à la commune Ouled Adi Lakbala, 26 unités dans la commune Ouled Madi, et 600 logements location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), 100 logements promotionnel aidés (LPA) outre 700 lotissements de terrain destinés à la construction individuelle à Boussaâda et 500 autres lotissements de même type à la commune Ouled Derradj.

CAN-2021/Qualifications Gr. H - Pandémie

Le match Algérie – Zimbabwe officiellement à huis clos

Le match Algérie - Zimbabwe, prévu le 12 novembre prochain au stade du 5-Juillet (Alger) pour le compte de la 3e journée des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2021), se jouera officiellement à huis clos, a annoncé mardi le président de la Fédération algérienne de football, Kheireddine Zetchi, invoquant des précautions liées à la pandémie du coronavirus.

"A un moment donné, nous avons pensé pouvoir permettre à 5000 spectateurs d'assister à ce match, mais avec la récente hausse des cas de contamination au COVID-19, nous avons décidé que cette rencontre se joue finalement à huis clos" a indiqué le président de la FAF, en Conférence de presse, juste après l'Assemblée générale ordinaire à l'Hôtel Sheraton.

"Nous aurions voulu que les supporters soient présents au stade, pour apporter leur soutien à l'Equipe nationale, mais dans la conjoncture actuelle, notre priorité est de préserver la santé publique. C'est dans l'intérêt des gens que nous faisons cela" a-t-il ajouté.

Ce match sera dirigé par le Camerounais Alioum Alioum, qui sera assisté de ses compatriotes, Elvis Guy Nopue Nguegoue et Sanda Oumarou, tandis que le quatrième arbitre est le Mauritanien Massa Diarra.

Le match "retour", Zimbabwe-Algérie, prévue le 16 novembre prochain (à 16h00 algériennes, à Harare) pour le compte de la 4e journée des qualifications à cette CAN-2021, lui, sera dirigé par l'arbitre soudanais Mahmood Ali Mahmood Ismail, qui sera assisté de ses compatriotes, Mohammed Abdellah Ibrahim et Ahmed Nagei Subahi.

Le quatrième arbitre sera également soudanais, à savoir Elsiddig Mohamed Mohamed El Treefe, alors que le Commissaire au match sera le Malgache Raoul Romain Arizaka Rabekoto.

A l'issue de la 2e journée du Groupe H, l'Algérie occupe la 1re place, avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec zéro point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021.

Brèves

ATHLÉTISME

Le TAS ferme la porte des Jeux olympiques au double amputé Blake Leeper

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a rejeté lundi la possibilité pour le double amputé américain Blake Leeper de tenter de se qualifier pour les Jeux olympiques de Tokyo en 2021 avec les prothèses qu'il utilisait jusque-là. Blake Leeper, double amputé américain âgé de 31 ans et double médaillé paralympique (argent sur 400 m, bronze sur 200 m à Londres en 2012), avait fait appel de la décision de la Fédération internationale d'athlétisme prise en février de l'interdire de concourir en compétition officielle avec son modèle actuel de prothèses en forme de lames. World athletics avait rejeté sa demande estimant que le type de prothèse utilisé par Leeper lui procurait un avantage par rapport aux athlètes valides, une affirmation confirmée par le TAS. "Les prothèses spéciales pour la course utilisées par Blake Leeper lui donnent en effet un avantage compétitif sur 400 m sur un athlète n'utilisant pas une telle aide mécanique, étant donné qu'elles lui permettent d'atteindre une taille en course de plusieurs +pouces+ plus grande que sa taille maximale s'il avait des jambes biologiques", note l'instance dans un communiqué. Blake Leeper, qui espère concourir avec les valides aux JO comme l'avait fait le Sud-Africain Oscar Pistorius en 2012, s'était qualifié pour les Mondiaux d'athlétisme de Doha en octobre 2019 en terminant cinquième des sélections américaines. Il n'avait toutefois pas pu s'aligner au Qatar, étant déjà en procédure avec World athletics. Le TAS a par contre déclaré "invalide" le point du règlement de World athletics qui demande aux athlètes de prouver eux-mêmes que leur "matériel" ne procure pas un avantage. Ce sera désormais à la fédération de le faire, avis d'experts à l'appui, comme dans le cas de Blake Leeper.

R.S

LIGA - BARÇA-REAL

L'audio du var fait polémique après le clasico

La polémique n'est pas retombée en Espagne après le penalty sifflé dans le Clasico entre le Barça et le Real Madrid (1-2). La Cadena Ser a ainsi révélé l'audio de la VAR, où l'assistant de l'arbitre central aurait assuré que la faute initiale avait été commise par Sergio Ramos. L'Espagne, la Liga et les polémiques. Voilà un trio presque indissociable. Encore plus quand il s'agit du Clasico entre le FC Barcelone et le Real Madrid... et qu'il se conclut par un penalty provoqué par Sergio Ramos. Et transformé par Sergio Ramos. Depuis samedi, la polémique est toujours énorme et chaque petite goutte d'huile vient raviver le feu.

"Ramos attrape le maillot en premier"
Dans la journée de lundi, la Cadena Ser a ainsi diffusé l'audio de la VAR au moment du penalty sifflé pour le Real Madrid. Selon la radio espagnole, l'assistant de l'arbitre central Juan Martinez Munuera lui aurait indiqué que la première faute avait été commise par Sergio Ramos et non Clément Lenglet. "Ramos attrape le maillot en premier", lui indiquerait-t-il. "C'est plus une faute de Sergio Ramos, c'est plus une faute de Sergio Ramos", préciserait un autre assistant au moment où l'arbitre est allé voir la vidéo. Bien évidemment, ces indications ne sont qu'indicatives. Le dernier mot revient toujours à l'arbitre central, qui a ainsi décidé de siffler penalty pour le Real après avoir revu longuement les images de l'action en question. Toujours selon la Cadena Ser, le Barça aimerait récupérer les audios du VAR pour décider ensuite de la marche à suivre.

R.S

JOSEP MARIA BARTOMEU (PRÉSIDENT FC BARCELONE)

"Il n'y a pas de raisons de démissionner"

Le président du FC Barcelone Josep Maria Bartomeu, visé par une motion de censure en cours, a jugé lundi qu'il n'avait "pas de raison de démissionner", arguant que "ce serait le pire moment pour abandonner le Barça".

"Il n'y a pas de raisons de démissionner. Il y a beaucoup de responsabilités (en jeu), je crois que ce serait le pire moment pour abandonner le Barça à une commission de gestion transitoire", après une réunion du comité directeur du club catalan.
En cas de démission, une commission transitoire aurait assuré l'intérim jusqu'à de nouvelles élections.
"C'est un moment de haute responsabilité, c'est le moment de prendre des décisions", a-t-il ajouté, en précisant qu'"une commission de gestion transitoire ne pourrait pas prendre les décisions que nous sommes en train de prendre" pour trouver des solutions aux problèmes dus à la pandémie, qui a durement affecté les comptes du Barça.
Le président Bartomeu et le comité de direction sont encore sous le coup d'une motion de censure, après que des opposants (dont certains candidats aux élections pour la présidence du club, prévues le 20 mars 2021) ont réussi à réunir plus des 16.521 signatures nécessaires auprès des socios (supporters-actionnaires) pour activer ce processus de destitution.
Dans la soirée de lundi, Bartomeu a diffusé une lettre ouverte à la première personne pour expliquer qu'il souhaite que le referendum de sa destitution soit organisé le week-end du 15 et 16 novembre, arguant qu'il faut au moins quinze jours pour préparer ce vote.
Un vote qui se fera, pour la première fois dans l'histoire du club, sur deux jours et à plusieurs lieux de votes éparpillés à Barcelone, en Catalogne et dans le reste de l'Espagne, dans le but d'éviter des attroupements de personnes et de prendre les mesures sanitaires appropriées face au nouveau coronavirus.
Mais les opposants souhaitent que ce referendum soit organisé les 1er et 2 novembre, date limite prévue d'après les statuts du club blaugrana.
Le Barça assure qu'il n'a pas le temps d'organiser ce vote en si peu de temps, et que cette date butoir l'obligerait à organiser le vote au Camp Nou, ce qui pourrait augmenter le risque de contagion, et a demandé au gouvernement régional catalan de se prononcer là-dessus.
"Quand on recevra la réponse formelle du gouvernement régional, le comité de direction se réunira à nouveau", pour prendre une décision, a expliqué Bartomeu.

R.S

MILAN AC

Ibrahimovic balaie tout sur son passage

Auteur d'un nouveau doublé ce lundi soir face à la Roma (3-3), comme lors des deux dernières rencontres de Serie A qu'il a disputées depuis le début de saison, le géant suédois est désormais meilleur buteur du championnat italien.
Les années passent et rien ne change dans le championnat italien. Comme au bon vieux temps de la fin des années 2000, Zlatan Ibrahimovic figure toujours en tête du classement des buteurs de la Serie A, quand ses concurrents de l'époque, David Trezeguet, Alessandro Del Piero ou Kaka, ne sont plus dans le circuit depuis belle lurette.
Avec seulement trois matches au compteur cette saison en championnat, l'ancien Parisien, qui a fêté ses 39 ans le 3 octobre dernier, compte déjà six buts. Trois doublés en autant de rencontres lui permettent de passer devant Andrea Belotti (Torino), Romelu Lukaku (Inter) et Francesco Caputo (Sassuolo), chacun auteurs de cinq réalisations.

22 matches sans défaite
Depuis son retour en Lombardie cet hiver, le géant scandinave a marqué 18 buts en 25 matches, toutes compétitions confondues. La Juventus, l'Inter, la Lazio Rome ou la Roma, ce lundi soir, tous les poids lourds du championnat italien ont concédé un but de Zlatan Ibrahimovic en 2020. Cette efficacité, c'est l'AC Milan qui en profite. Actuellement leaders de Serie A, avec deux points d'avance sur Naples et Sassuolo, les Rossoneri restent sur une incroyable série de 22 matches sans défaite depuis le 8 mars dernier.
Le jeune coéquipier de Zlatan Ibrahimovic, Rafael Leao, a parfaitement résumé la pensée du groupe milanais à la sortie du vestiaire lundi soir. "Je suis content de l'avoir comme coéquipier", a notamment lâché l'ancien Lillois.

R.S

ALLEMAGNE

Le Bayer Leverkusen monte en régime

Le Bayer Leverkusen, vainqueur d'Augsbourg 3 à 1 en clôture de la 5e journée du Championnat d'Allemagne lundi, a enregistré sa troisième victoire d'affilée toutes compétitions confondes après être allé battre Mayence lors de la précédente journée avant d'étriller Nice en Europa League. Grâce à ce succès, le Bayer se hisse au pied du podium au classement, à trois points du Bayern Munich (2e) et du Borussia Dortmund (3e) et à quatre points du leader, le RB Leipzig. L'Argentin Lucas Alario a ouvert la marque pour le Bayer sur un penalty pour une main adverse sur un corner (16e). Il a redonné l'avantage à son équipe après l'égalisation de Augsbourg par Daniel Caligiuri (51e), d'une superbe tête sur un centre de la gauche (74e). Diaby a parachevé sur un contre la victoire de Leverkusen (90e+4). Le Bayer Leverkusen est toujours invaincu cette saison: avant ces trois victoires consécutives, l'équipe entraînée par Peter Bosz avait enchaîné 3 nuls.

R.S

FOOTBALL / SÉLECTION ALGÉRIENNE

"Le contrat de Belmadi a déjà été prolongé"

Le président de la Fédération algérienne de football, Kheireddine Zetchi, a annoncé hier à Alger que "le contrat du sélectionneur national Djamel Belmadi a été prolongé pendant l'été 2019, juste après le sacre continental" en Egypte.

"A son arrivée aux commandes techniques des Verts, Belmadi n'avait posé aucune condition. La sélection nationale traversait une période difficile et il est à son honneur d'avoir placé le redressement de la situation technique avant toute autre considération. Ce qu'il a d'ailleurs réussi à faire en un temps record, et de la plus belle des manières qui soient. C'est donc en toute logique qu'après le sacre continental en Egypte, nous avons revu son contrat" a indiqué Zetchi en conférence de presse, à l'Hôtel Sheraton, juste après la fin de l'AGO. Le président de la FAF a tenu à préciser que cette révision du contrat de Belmadi n'était pas essentiellement d'ordre financier, mais concernait différents aspects, susceptibles de lui faciliter le travail. Belmadi est signataire d'un contrat de quatre ans avec les Verts, qui court jusqu'en 2022. Soit, jusqu'au Mondial de la même année, au Qatar.

R.S

FOOT / ALGÉRIE -CORONAVIRUS

Le championnat devrait démarrer "comme convenu", le 28 novembre

Le championnat de Ligue 1 algérienne de football, sauf cas de force majeur, devrait démarrer comme prévu, le 28 novembre prochain, a annoncé hier le président de la Fédération, Kheireddine Zetchi.
"Les entraînements ont déjà repris et jusque-là, les clubs ont montré une bonne aptitude à lutter contre la pandémie. Autant de facteurs encourageants, qui me poussent à rester optimiste quant à la reprise du championnat, qui devrait se faire comme convenu, le 28 novembre prochain" a indiqué le premier responsable de la FAF en conférence de presse, à l'Hôtel Sheraton (Alger). Zetchi a tenu cependant à rappeler que "la maladie est toujours là" et qu'elle risque de "frapper à nouveau", d'où la nécessite pour les différents acteurs du football national de "ne jamais baisser la garde", et de continuer à rester vigilants.
"Après la reprise de la compétition, on doit continuer à appliquer les gestes barrières et à effectuer régulièrement des tests de dépistage. C'est la seule solution" a-t-il ajouté. La reprise du championnat sera précédée de la Supercoupe d'Algérie, prévue le 21 novembre, au stade du 5-Juillet, entre le CR Belouizdad et l'USM Alger.

R.S

QUALIFICATIONS CAN-2021 (4E J.)

Des arbitres soudanais pour Zimbabwe - Algérie

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral soudanais, sous la conduite de Mahmood Ali Mahmood Ismail, pour diriger la rencontre Zimbabwe-Algérie, prévue le 16 novembre à 16h00 (algériennes) à Harare pour le compte de la quatrième journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (groupe H). Le directeur de jeu Mahmood Ali Mahmood Ismail sera assisté de ses compatriotes, Mohammed Abdellah Ibrahim et Ahmed Nagei Subahi. Le quatrième arbitre sera Elsiddig Mohamed Mohamed El Treefe (Soudan), le commissaire du match le Malgache Raoul Romain Arizaka Rabekoto et le responsable de la sécurité le Namibien Jackson Tjirondero Pavaza. Pour rappel, la rencontre aller programmée le 12 novembre à 20h00 au stade du 5-Juillet (Alger) a été confiée à un trio camerounais, sous la conduite d'Alioum Alioum. Il sera assisté de ses deux compatriotes, Elvis Guy Nopue Nguegoue et Sanda Oumarou, tandis que le quatrième arbitre est le Mauritanien Massa Diarra.Les deux matchs se dérouleront sans la présence du public en raison de la pandémie de COVID-19 qui a déjà obligé la CAF à reporter la CAN-2021 à 2022 au Cameroun.
A l'issue de la 2e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1re place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021.

Brèves

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA FAF

Adoption des bilans moral et financier

Les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de football (FAF), réunis hier à Alger en session ordinaire (AGO), ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2019. Les présents aux travaux de l'AGO ont également approuvé le budget prévisionnel pour l'exercice 2020. Présidés par Kheireddine Zetchi, patron de la FAF, les travaux de l'assemblée générale ordinaire ont commencé par une minute de silence en hommage à tous les acteurs du football décédés en 2019-2020 ainsi qu'à toutes les victimes de la COVID-19.

FOOT/ LIGUE 1 (TRANSFERT) CR BELOUIZDAD

Soumana prêté une saison au NC Magra

L'attaquant international nigérien du CR Belouizdad Boubacar Soumana Hainikoye, a été prêté une saison au NC Magra, a annoncé hier le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football sur sa page officielle Facebook. Outre Soumana (22 ans), arrivé chez le champion d'Algérie en janvier 2020 en provenance d'Aduana Stars FC (Ghana), le club algérois a également prêté le gardien de but Redouane Maâchou pour deux saisons à l'USM Bel-Abbès, précise la même source. " A travers ces deux prêts, la direction compte donner à ce duo l'occasion de jouer souvent, et leur souhaite la pleine réussite avec leurs deux nouveaux clubs", a souligné le communiqué. Ces deux transferts coïncident avec le dernier jour de la période des transferts, dont la clôture officielle est prévue hier soir à minuit.
En matière de recrutement, le CRB a engagé plusieurs joueurs dont l'ancien défenseur international Mokhtar Belkhiter (ex-Club Africain/ Tunisie), le gardien de but Taoufik Moussaoui (ex-Paradou AC), et récemment l'attaquant Mohamed Islam Bakir (ex-CS Sfax/ Tunisie).
Le CRB entamera la défense de son titre de champion d'Algérie en déplacement contre l'AS Aïn M'lila, selon le calendrier du championnat de Ligue 1 de football, dont le coup d'envoi sera donné le 28 novembre prochain.

R.S

SPORT/JO-2020 (CORONAVIRUS)

Vers la création d'un centre de contrôle du virus

Les organisateurs des Jeux olympiques de Tokyo, reportés à l'été 2021 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), comptent mettre en place un centre de contrôle des maladies infectieuses pendant les épreuves, prévues du 23 juillet au 8 août. "Pendant les Jeux, elle aurait pour fonction de coordonner et de piloter les mesures anti-infectieuses en coopération avec les centres de santé et d'hygiène locaux et une infirmerie située au village des athlètes", a déclaré mardi Toshiro Muto, le directeur général du comité d'organisation. M. Muto s'exprimait après une réunion du groupe de travail, composé de représentants des organisateurs, des autorités municipales et du gouvernement, qui a été constitué pour élaborer les lignes directrices de la politique sanitaire des Jeux. Ce groupe a déjà évoqué des mesures telles que l'interdiction des poignées de main, la limitation des déplacements des athlètes ou la désignation d'itinéraires réservés afin de limiter les contacts et l'exposition au virus. Aucune décision définitive n'est attendue avant la première partie de 2021.
Face à la recrudescence du nombre de cas positifs dans de nombreux pays, des doutes ont été émis quant à la possibilité d'organiser les JO. Les organisateurs ont toutefois déclaré que l'existence d'un vaccin n'était pas indispensable et qu'un nouveau report n'était pas envisageable.

R.S

Brèves

PRÉSIDENTIELLE AU BURKINA

Un "pacte de bonne conduite" entre les candidats

Les candidats à la présidentielle du 22 novembre au Burkina Faso ont signé lundi à Ouagadougou, un "pacte de bonne conduite", s'engageant à "oeuvrer pour une campagne électorale et des élections apaisées".
"Par cet acte que nous signons, nous nous engageons à réaliser une campagne apaisée, dans la courtoisie, le respect et la considération mutuelle (...). Nous nous sommes engagés à mener une campagne civilisée", a déclaré Clément Sawadogo, représentant du président Roch Marc Christian Kaboré, qui brigue un second mandat.
"C'est un engagement à se conformer à un certain nombre de règles de bonne conduite et à éviter tout autre comportement de nature à entacher les élections", a soutenu le chef de file de l'opposition, Zephirin Diabré, candidat de l'Union pour le progrès et le changement (UPC).
Selon les dispositions du pacte, les différents candidats s'engagent "à cultiver le respect mutuel et la courtoisie entre acteurs du processus électoral, à rejeter toute forme de violence, à accepter la différence, à privilégier le dialogue et la concertation en cas de différends, à respecter la loi et à utiliser, le cas échéant, des voies légales de recours en cas de contestation".
"C'est une bonne chose, mais le drame c'est qu'il y a des paramètres qui ne sont pas pris en compte", a regretté M. Diabré, appelant à "une réflexion plus approfondie", notamment contre la corruption électorale.

BOLIVIE

La justice lève un mandat d'arrêt contre Evo Morales

La justice bolivienne a levé lundi un mandat d'arrêt contre l'ancien président bolivien Evo Morales, exilé en Argentine, une semaine seulement après l'élection à la présidence de son héritier politique, Luis Arce.
"Ses droits ont été violés, essentiellement ses droits à la défense car il n'a pas été dûment convoqué", a annoncé le président du tribunal de La Paz, Jorge Quino.
Le bureau du procureur général de Bolivie avait demandé le 6 juillet des poursuites contre l'ex-président (2006-2019) pour sédition et terrorisme.
Une demande de placement en détention préventive avait été requise.
Le gouvernement de droite, qui a assuré la transition depuis la démission de M. Morales en décembre 2019, avait multiplié les accusations à son encontre, dont celle d'avoir eu une liaison présumée avec une mineure, avec laquelle il aurait eu un enfant.
L'ancien dirigeant syndical de 61 ans a rejeté ces accusations, "une guerre sale" menée contre lui par ses opposants politiques.
Président du mouvement vers le socialisme (MAS), le parti crée par Evo Morales en 1997, M. Arce a été élu dès le premier tour le 18 octobre.
Depuis, plane la question du possible retour dans le pays du premier président indigène de Bolivie (2006-2019).
Lundi matin, M. Morales a admis que son retour n'était pas de son ressort.
"Des camarades me demandent de venir à l'investiture" du nouveau président élu, mais "les mouvements sociaux (syndicats, ndlr) en discutent", a-t-il dit.

TUNISIE

"La menace terroriste demeure le principal souci de l'institution sécuritaire"

La menace terroriste demeure le principal souci des forces sécuritaires tunisiennes malgré les grands succès réalisés en matière de lutte contre le terrorisme, a indiqué lundi le ministre de l'Intérieur Taoufik Charfeddine.
S'exprimant lors de la séance de dialogue avec le gouvernement à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), le ministre a souligné que l'instabilité et la situation tendue en Libye, contribuent à la recrudescence des menaces terroristes, en particulier pour les pays du voisinage y compris la Tunisie.
Dans un tout autre registre, le ministre a passé en revue les efforts déployés par les unités sécuritaires dans la lutte contre le crime ayant abouti, selon lui, à la réduction du nombre des affaires criminelles et à l'augmentation du nombre des arrestations de 10%.
"Depuis le début de l'année, 147.000 personnes recherchées ont été arrêtées, dont 4.000 font l'objet d'une enquête", a-t-il précisé. Et d'ajouter que le nombre des produits stupéfiants a également enregistré une hausse de 60% pour les pilules d'ecstasy et de 130% pour l'héroïne.
"Ces résultats reflètent une amélioration de la situation sécuritaire dans le pays", s'est-il félicité.

TENSIONS EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Le MAE russe appelle au dialogue pour résoudre

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en visite à Athènes, a appelé lundi à la reprise du dialogue entre la Grèce et la Turquie afin de résoudre leurs différends sur les frontières maritimes en Méditerranée orientale en se basant sur droit international.
Le chef de la diplomatie russe a eu des entretiens avec le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis et son homologue grec Nikos Dendias pour discuter des relations bilatérales ainsi que des dossiers régionaux et internationaux. Les tensions accrues en Méditerranée orientale ces derniers mois sur les enquêtes sismiques menées par des navires turcs dans les régions disputées ont provoqué des inquiétudes à l'échelle internationale. Les deux pays voisins sont en désaccord depuis des années sur les frontières maritimes et les droits d'exploitation énergétique. "Nous sommes convenus que la tension créée dans la région doit être atténuée le plus vite possible, afin que les pays puissent procéder à la résolution de tous les problèmes (...) dans la région, par un dialogue direct", a déclaré M. Lavrov lors de son entretien avec M. Mitsotakis, selon une version traduite diffusée par la radio nationale grecque ERT.
Pour sa part, le Premier ministre grec a rappelé : "La Grèce respecte résolument le droit et les traités internationaux, ainsi que les règles de bon voisinage. Nous l'avons prouvé dans la pratique en signant des accords sur la démarcation maritime avec l'Italie et l'Egypte".

YÉMEN

Les combats reprennent dans le sud

Des combats sporadiques entre le gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud (CTS) ont repris lundi, aucun accord n'ayant pu être conclu sur la formation d'un nouveau gouvernement de partage du pouvoir dans le sud du pays. Dans la province méridionale d'Abyan, des affrontements armés ont éclaté entre les troupes du CTS et les forces fidèles au gouvernement en exil. Ces affrontements sont survenus quelques heures seulement après que les représentants politiques des deux factions en conflit ont échoué à annoncer un gouvernement de partage du pouvoir au cours de leur réunion à Ryadh, la capitale de l'Arabie saoudite. Samedi à Ryadh, le président yéménite Abdrabbo Mansour Hadi a pris part à sa première réunion officielle avec Aidarous Zubaidi, le dirigeant du CTS d'Aden, afin de discuter de la répartition des ministères au sein du nouveau gouvernement.
"Mais le parti Islah, affilié aux Frères musulmans, et qui fait partie du nouveau gouvernement, a insisté pour obtenir tous les ministères souverains, et a refusé la répartition précédemment convenue", a déclaré un responsable local, également sous couvert d'anonymat.

BARRAGE SUR LE NIL

L'Egypte annonce sa participation aux nouvelles discussions

L'Egypte a annoncé lundi sa participation à une visioconférence tripartite réunissant l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan pour discuter du grand barrage hydroélectrique construit par l'Ethiopie sur le fleuve Nil, a déclaré le ministère égyptien des Ressources en eau dans un communiqué.
Organisée par l'Afrique du Sud, qui exerce actuellement la présidence tournante de l'Union africaine, cette réunion aura pour objectif de reprendre les négociations sur les règles de construction et d'exploitation du Grand barrage de la renaissance éthiopienne (GERD), a indiqué dans le communiqué Mohamed Al-Sebai, porte-parole du ministère égyptien des Ressources en eau et de l'irrigation.
Le site d'information étatique égyptien Al-Ahram, citant des sources au Caire, a rapporté que cette conférence trilatérale en ligne aurait lieu mardi et réunirait les ministres des Affaires étrangères et des Eaux des trois pays.
"L'Egypte est prête à négocier sérieusement pour assurer le succès de ces discussions afin de parvenir à un accord juste et équilibré qui réponde aux intérêts de ces trois pays", a dit M. Sebai.
Le président des Etats-Unis Donald Trump a récemment accusé l'Ethiopie d'être responsable de l'échec des précédentes négociations sur le projet GERD.
L'Ethiopie a convoqué l'ambassadeur américain à la suite des propos de M. Trump.

ETATS-UNIS

Comment le vote par correspondance pourrait faire dérailler la présidentielle

Les élections américaines étaient plus simples lorsqu'une vaste majorité d'électeurs se déplaçaient dans un bureau de vote pour y enregistrer leur choix directement sur une machine.

Cette année, à cause de la pandémie de Covid-19, le vote par correspondance explose, posant des problèmes tant humains que techniques et légaux. Si la course entre Joe Biden et Donald Trump est serrée le jour du scrutin présidentiel, le 3 novembre, beaucoup s'attendent à ce que la bataille aille jusqu'à la Cour suprême.

Les estimations montrent que davantage d'électeurs démocrates que de républicains sont susceptibles de voter par correspondance, et le camp du Président a lancé de nombreuses actions en justice afin de limiter cette possibilité. De façon générale, plus de 300 procédures concernant les changements liés au Covid-19 pour l'élection sont en cours dans 44 Etats, selon le Healthy elections Project de l'université Stanford et du MIT.

Lors des élections récentes, environ 1 % des bulletins postés ont été refusés, une proportion qui pourrait être plus élevée cette fois. Cela signifierait des centaines de milliers de bulletins à la validité contestée. Pour rappel, la victoire à la présidentielle de 2000 s'était jouée avec une différence de seulement 537 bulletins en Floride.

QUEL CONTEXTE GÉNÉRAL ?

En 2016, environ 139 millions d'Américains ont voté, dont 33 millions par correspondance. Cette année, les analystes estiment que la participation pourrait être plus élevée avec quelque 150 millions d'électeurs, dont jusqu'à la moitié par correspondance.

QUELLES RÈGLES POUR VOTER PAR COURRIER ?

Cela dépend des Etats. Une poignée d'entre eux ont automatiquement envoyé des bulletins de vote par correspondance à tous les électeurs, mais dans la plupart, il faut les demander.

Par le passé, cette possibilité était notamment réservée à des cas particuliers, par exemple lorsqu'il était impossible pour une personne de se déplacer le jour du scrutin. Mais cette année, la plupart des Etats ont ouvert cette possibilité à tous en raison de la pandémie.

Une majorité d'Etats demande à ce que le bulletin soit placé dans une enveloppe signée puis postée ou déposée dans un endroit dédié. Mais certains réclament l'utilisation d'une seconde enveloppe de "confidentialité", dans laquelle le bulletin est d'abord glissé avant d'être mis dans l'enveloppe de retour. Dans certains Etats, il est également demandé qu'un témoin signe l'enveloppe extérieure et fournisse les informations nécessaires pour le contacter. Dans l'Alabama, deux témoins sont même requis.

QU'ADVIENT-IL DES BULLETINS ?

Les votes effectués en personne sont comptés automatiquement, et dans la plupart des cas annoncés dans les quelques heures (voire minutes) suivant la fermeture des bureaux de vote. Au contraire, les bulletins par correspondance impliquent un laborieux travail de dépouillement et de vérifications, et là encore, chaque Etat a ses propres règles. Certains ne compteront que les bulletins reçus jusqu'au jour de l'élection, tandis que d'autres les accepteront jusqu'à 10 jours après la date du scrutin, s'ils ont été envoyés avant ou le 3 novembre. Ce délai a parfois été rallongé par rapport à celui habituellement admis, en prévision d'embouteillages dans les services postaux dus au flot de courrier. Par la suite, les procédures de vérification des signatures, d'ouverture des enveloppes et de comptages diffèrent également en fonction des Etats. Dans le Colorado, par exemple, elles sont ouvertes dès réception. Leur comptage (assuré par une machine), démarre 15 jours avant l'élection, mais aucune donnée ne peut être livrée avant 19H00 le jour de l'élection.

QUELS RALENTISSEMENTS POSSIBLES ?

L'un des obstacles possibles au bon déroulement du vote est la capacité de la poste américaine (USPS) à gérer rapidement l'afflux de courrier. Des réformes censées redresser la trajectoire financière du service public ont eu pour effet de ralentir la distribution, selon certains, et les républicains sont accusés d'avoir voulu porter atteinte à ces suffrages par ce biais. Un autre facteur de retards est la vérification des signatures. Dans certains Etats, elle est effectuée automatiquement, dans d'autres, ce sont des employés qui comparent visuellement la signature avec celle enregistrée dans les archives pour l'électeur en question. Mais les signatures évoluent souvent avec le temps, et certaines personnes en ont plusieurs différentes. D'autres, plus jeunes, n'ont pas forcément de signature archivée par leur administration. Pour les bulletins refusés, certains Etats tentent de contacter les électeurs afin qu'ils confirment leur signature et ainsi permettre que leur voix soit finalement prise en compte. Mais cela prend du temps. Autre question : un bulletin doit-il être invalidé s'il n'est pas placé dans deux enveloppes lorsque cela est requis ? En Pennsylvanie, où ce cas pourrait concerner des dizaines de milliers de votes, il a été décidé que ces bulletins dits "naked" (nus) ne seraient pas acceptés. Mais certains Etats les prendront, eux, en compte.

AFP

USA

Le Sénat confirme à la Cour suprême la juge conservatrice

Le Sénat américain a confirmé lundi soir la juge Amy Coney Barrett comme neuvième membre de la Cour suprême des Etats-Unis, à une semaine de la présidentielle du 03 novembre. Sans surprise, Barrett a été confirmée à une majorité simple, 52 voix pour et 48 contre, tous les républicains ayant approuvé sa nomination à l'exception de la sénatrice Susan Collins du Maine, qui fait face à une réélection difficile dans un Etat démocrate. Pour sa part, la sénatrice républicaine de l'Alaska, Lisa Murkowski, qui avait répété il y a quelques semaines qu'elle s'opposait à la nomination d'un nouveau juge à la Cour suprême à une date aussi proche des élections, s'est finalement rangée du côté de son parti. Les démocrates, de leur côté, se sont unanimement opposés à la nomination de Barrett, beaucoup d'entre eux, quittant l'enceinte du Sénat juste avant le début du vote. La confirmation de Barrett, la troisième juge à être nommée à la Cour suprême par le président Trump en quatre ans, conclut plusieurs semaines d'échanges belliqueux à Washington entre démocrates et républicains. "C'est quelque chose dont il faut vraiment être fier et se sentir bien. Nous avons apporté une contribution importante à l'avenir de ce pays", a déclaré le chef de la majorité républicaine, Mitch McConnell. De son côté, le chef de la minorité au Sénat, Chuck Schumer, a critiqué la pression du GOP pour confirmer rapidement la juge Amy Coney Barrett dans un discours prononcé avant le vote de confirmation final. Schumer a notamment accusé les républicains d'avoir "dérobé" le siège vacant à la Cour suprême, dans une référence claire au blocage du vote de confirmation de Merrick Garland en 2016 sous l'administration Obama. "Ce soir, la majorité républicaine se moque de son propre principe déclaré que le peuple américain mérite une voix dans le choix des juges de la Cour suprême, complétant le vol partisan de deux sièges à la Cour suprême, en utilisant des justifications complètement contradictoires", a-t-il déploré. "Après avoir refusé un candidat des démocrates à la Cour suprême parce qu'une élection était dans huit mois, ils confirment un candidat républicain avant une élection dans huit jours", a poursuivi Schumer, notant que "ce virage hypocrite à 180 degrés est spectaculairement évident pour le peuple américain".

Barrett, 48 ans, est susceptible de siéger à la Cour pendant des décennies et donnera aux conservateurs une majorité de 6 contre 3 à la Cour suprême, un changement dans la composition de la plus haute juridiction des Etats-Unis qui pourrait avoir des implications importantes pour une série de questions majeures, y compris l'avenir de la Loi sur les soins abordables ou encore tout différend potentiel concernant l'élection de 2020.

R.I

SITUATION AU SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ

Le Polisario demande à l'Espagne de s'armer de courage

Le représentant du front Polisario en Espagne, Abdullah Arabi, a déploré la négligence des gouvernements successifs espagnols de leur responsabilité politique et juridique envers le peuple sahraoui, leur demandant de "s'armer de courage afin de mettre un terme à la situation actuelle" dans ce territoire, a indiqué l'agence de presse sahraouie (SPS). Dans une déclaration à l'agence de presse privée "Europa press", M. Arabi a affirmé que tous les gouvernements successifs, de courants différents même, "sont restés très loin de soutenir le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, car craignant une éventuelle pression par le régime royal marocain", estimant que "la position et discours de ces gouvernements n'ont fait que reculer leur participation efficace à trouver une solution au conflit", précise la même source. "Le front Polisario et le peuple sahraoui attendent, passionnément, depuis 29 ans l'application du plan de règlement entériné par le Conseil de sécurité et en vertu duquel a été mise en place la Mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) dans le but de garantir au peuple sahraoui son droit, reconnu au plan international, à l'autodétermination, pourtant il continue d'affronter les affres de l'occupation et l'inertie de la communauté internationale", a-t-il fait rappeler. Il est fortement recommandé de désigner, selon M. Arabi, un nouvel émissaire onusien au Sahara occidental "afin de poursuivre la mission de médiation entre les deux parties du conflit et revenir aux négociations suspendues depuis la démission de Horst Kohler, en raison des obstacles que la France n'a pas cessés de semer au sein même du Conseil de sécurité pour endiguer tout effort visant à faire avancer le processus du règlement". Le représentant du front Polisario a tiré la sonnette d'alarme quant à "la pression vécue actuellement dans les territoires occupés du fait des actions illégales menées par l'occupant marocain au niveau du mur de la honte", estimant qu'une telle action est en soi "une violation flagrante du cessez-le-feu", a conclu la même source.

R.I

L'Amérique bascule dans la folie russe

Les Russes sont stupéfaits par les vagues de folie qui déferlent sur les États-Unis. Les récentes émeutes, les pillages, la destruction de monuments commémoratifs, le match électoral féroce et les rumeurs de guerre civile imminente ne correspondent pas à l'image que les Russes se font des États-Unis. Un pays d'Amérique latine, disons la Colombie ou le Guatemala, peut-être, mais pas les États-Unis. Le pays qu'ils admiraient tant n'est plus, disent-ils. Et ils le regrettent au lieu de jubiler, comme on aurait pu s'y attendre.

Loin de ressentir de l'hostilité, pendant de nombreuses années (au moins depuis le début des années 60), les Russes ont considéré les États-Unis comme un modèle à suivre. Nikita Khrouchtchev, le puissant dirigeant (1953-1964) qui a abandonné Staline et retiré ses restes du mausolée de la Place Rouge, était fasciné par les États-Unis. Il importait du maïs américain et considérait cet aliment de base américain comme la clé de la prospérité soviétique. C'est à cette époque que la Russie a découvert le jazz. Les jeunes les plus brillants de la Russie se sont mis au diapason de la mode américaine, comme le rappelle la pièce de l'époque Stilyagi (The Hipsters) de 2008. Sous le "socialisme mature" de Brejnev, cette fascination pour les choses américaines est devenue plus sédentaire, mais elle est restée un élément important de la contre-culture et a permis la capitulation rapide de l'Union soviétique face aux États-Unis à l'époque de Gorbatchev. L'amour de l'Amérique est resté une marque de fabrique des élites russes, mais il a maintenant été supplanté par la perplexité. Ils ne peuvent pas comprendre pourquoi cette grande civilisation se suicide ; mais de fait, qui le pourrait ?
Les Russes perçoivent les États-Unis comme une société dynamique et ordonnée, faisant une large place l'individualisme, semant généreusement sa culture pop et ne formulant aucune revendication idéologique. Cette dernière qualité était si attirante pour les Russes qu'ils l'ont inscrite dans leur nouvelle constitution post-soviétique. L'article 13 stipule que "la pluralité idéologique est reconnue dans la Fédération de Russie. Aucune idéologie ne peut être instituée comme une idéologie d'État ou obligatoire". Si les Russes y sont si attachés, c'est parce que, même si leur propre idéologie dominante s'est désintégrée et s'est effondrée, ils se sont sentis obligés de continuer à lui rendre hommage pendant de longues décennies. Lors de la rédaction d'une thèse, d'un article scientifique ou polémique, l'auteur devait citer Marx, Lénine et un document plus récent du Parti, afin de souligner la continuité de ses propres idées avec celles des fondateurs. Ils n'y croyaient pas, mais ils le répétaient par réflexe, par cœur, parce que c'est ce qu'on attendait d'eux.
L'abandon de ces devoirs idéologiques a eu un effet profondément libérateur sur le peuple, et ils ont naturellement pensé que suivre toutes les coutumes américaines les conduirait à la prospérité et à la liberté américaines.
Même à cette époque, la nouvelle orthodoxie se formait déjà aux États-Unis, mais il fallut quelques années pour que la conscience de ce changement s'infiltre dans les esprits russes. En 2010, les Russes étaient tellement libérés des limites idéologiques que les Occidentaux ne pouvaient même plus en saisir les potentialités choquantes. Les Russes étaient devenus, et le sont restés jusqu'à une date très récente, politiquement incorrects au plus haut degré.
À l'époque, il était parfaitement acceptable de rédiger une annonce pour un appartement à louer du genre "Russes ethniques exclusivement ; natifs d'Asie centrale et du Caucase s'abstenir". Les offres d'emploi précisaient le sexe, l'âge et la taille du candidat souhaité, comme celle-ci: "On recherche une secrétaire âgée de 21 à 33 ans et mesurant plus de 173 cm, pour cabinet d'avocats". Un philosophe pourrait présenter des arguments en faveur de l'esclavage. Le meurtre de masse et le nettoyage ethnique n'étaient pas inenvisageables. Les Africains peuvent être décrits comme des "singes", tandis que les Arméniens et les Géorgiens sont des "boules de graisse". À l'époque soviétique, politiquement correcte, de telles marques d'affection étaient totalement inacceptables, mais avec la chute de l'ancienne idéologie, tout est devenu permis.
Les termes mêmes de "gauche" et de "droite" ont une signification totalement différente en Russie et aux États-Unis. En Russie, la gauche pousse à la nationalisation, à l'expropriation des grandes entreprises et des ressources naturelles, à l'autonomisation des travailleurs et à l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière. Son slogan pratique est "Inverser la privatisation d'Eltsine, restaurer les Soviets". La gauche américaine avait des idées similaires jusqu'à ce qu'elle soit transformée par le marxisme culturel en un culte minoritaire pour les hipsters et qu'elle tranche ses liens avec les travailleurs. La gauche russe est représentée par le Parti communiste (CPRF), le plus grand parti d'opposition au Parlement, et par quelques partis communistes plus petits. Alors que la gauche américaine est dirigée par des Juifs, des féministes, des homosexuels, certains "People of Colour" de pacotille, et qu'elle lutte contre la discrimination fondée sur le sexe et la race, la gauche russe est essentiellement ethno-russe et lutte pour une redistribution massive des richesses et la restitution du pouvoir des oligarques au peuple
Ce n'est qu'au cours des dix dernières années que les Russes ont pris conscience de la nouvelle idéologie en vigueur aux États-Unis. Les exigences de la version américaine du politiquement correct étaient trop extravagantes pour eux. Le "wokisme"[1] est inconnu en Russie, à l'exception de petites poches de gens branchés de Moscou qui sont aussi étrangers et étranges pour le Russe moyen que les Précieuses ridicules de Molière pour ses contemporains. Les hipsters russes attirent plus le ridicule et la dérision que la peur et la haine. Cependant, une personne modérément woke ("éveillée") n'avait rien à reprocher à la Russie.
Le féminisme traditionnel n'y a jamais été un problème : les Soviétiques pratiquaient l'égalité entre les hommes et les femmes. Les femmes ont pu voter dès les premiers jours de la révolution. Il y avait des femmes ambassadeurs et ministres, et des femmes cheminots aussi. Les femmes cadres et PDG n'étaient pas rares, comme vous pouvez le voir dans ce film populaire Moscou ne croit pas aux larmes. Les femmes russes travaillaient tout aussi dur que les hommes, comme le montre Les filles. Les femmes russes enviaient autrefois le style de vie des ménagères américaines des années 50 qui ne travaillaient pas et s'occupaient plutôt de la maison et de la famille, mais ce luxe a vite disparu en Occident aussi.
Personne ne s'est battu sur la question de l'avortement : La Russie est très libérale de ce point de vue, et l'a été pendant de nombreuses années, au moins depuis 1956. Avant l'avènement de la planification familiale, les avortements étaient extrêmement fréquents ; aujourd'hui, ils le sont moins, mais ils sont légaux et couverts par la médecine sociale.
Les Juifs ne posaient pas non plus de problème, car la majorité des Juifs russes avaient déjà émigré en Israël ou en Amérique, tandis que ceux qui restaient en Russie étaient les enfants assimilés de mariages mixtes. Après cela, le lobby juif russe a disparu (s'il a jamais vraiment existé). Les Juifs étaient égaux mais pas dominants. Les Russes n'étaient pas endoctrinés dans le dogme de l'Holocauste, ce n'était donc pas un problème non plus.
Il n'y avait pas de tensions raciales ; la Russie comptait très peu de Noirs, et ils étaient extrêmement bien traités. Il y a une histoire célèbre, celle d'Abraham Hannibal, un Africain importé par le tsar innovateur Peter I , qui a fait une belle carrière, a épousé la fille d'un noble, et dont l'arrière petit-fils est devenu le grand poète russe Pouchkine. Il y avait des esclaves en Russie, mais ils étaient blancs. Les serfs russes ont été intégrés au reste du peuple russe après leur libération en 1861. Anton Tchekhov, le dramaturge, était le petit-fils d'un serf. Les personnes d'ethnies différentes n'ont pas été discriminées historiquement. Les Tatars et les nobles géorgiens, ukrainiens et polonais étaient acceptés à égalité à la Cour des tsars, et plus tard leurs représentants ont siégé au Parlement soviétique. Ainsi, alors que les Russes ne parvenaient pas à comprendre le problème racial en Amérique, ils ont toujours pu se féliciter d'être des progressistes de pointe.
Le "wokisme" américain est mondialiste et vise à saper et à supplanter les cultures traditionnelles. Pourtant, il semblait s'agir au départ d'une déclaration de mode innocente. La Russie a commencé à s'habituer aux nouvelles normes en folie comme aux autres gadgets de la McCulture américaine.
La première épreuve de force a eu lieu à l'occasion de la gay pride. L'homosexualité ne fait pas partie de la culture russe, car les relations sexuelles normales entre garçons et filles n'étaient pas fortement limitées. Il y a moins d'hommes que de femmes en âge de procréer et un homme peut généralement trouver une épouse. Les relations homosexuelles étaient pratiquées dans les prisons, et non dans les écoles. La promotion insistante de l'homosexualité à l'étranger, avec ses défilés de gays, ses mariages et ses adoptions pour gays, a apporté la première grande note discordante dans ce qui était autrefois l'harmonie idéologique entre la Russie et les États-Unis. La première querelle entre la Russie de Poutine et les États-Unis a éclaté sur ce terrain. En Russie, les homosexuels sont tolérés, ils ne sont pas discriminés, mais ils ne sont pas non plus encensés ; tandis que le nouveau discours à la sauce "woke" exige la glorification de l'homosexualité et n'acceptera rien de moins. Le refus catégorique de Poutine d'accéder à cette demande lui a valu de nombreux points de faveur dans l'opinion publique russe, et a amorcé le basculement de la Russie vers l'indépendance idéologique.
Plus les Américains insistaient sur une question, moins les Russes voulaient y adhérer. Une tentative d'importation de #MeToo en Russie a été totalement infructueuse. L'idée générale de harcèlement ne fait pas recette en Russie. Il n'y a pas eu de chasse aux sorcières comme avec Weinstein, pas de procès spectacle pour divertir les masses. La campagne contre les hommes n'a même pas été enregistrée dans la conscience russe. Les hommes russes sont toujours les rois de leurs femmes, et les femmes russes sont censées faire la cuisine, le ménage et s'occuper des enfants en plus de leur travail à plein temps. Les hommes sont censés payer les factures dans les cafés et ouvrir les portes aux femmes. Les hommes russes n'ont pas honte mais sont fiers de leur virilité, et le terme anglais "toxic masculinity" n'a pas d'équivalent en russe.
Au fil du temps, la manie américaine du wokisme a atteint de nouveaux sommets. L'évacuation de la culture et la destruction des monuments aux grandes personnalités historiques rappellent quelque chose de familier aux Russes. Il semble que la Russie et les États-Unis aient évolué dans des directions opposées, car la folie furieuse que les Américains embrassent aujourd'hui est du même tonneau que celle que les Russes avaient embrassée puis rejetée il y a cent ans. Après la grande révolution de 1917, les Russes ont également dégradé et remisé de nombreux monuments commémoratifs de leur passé historique, mais ces attaques contre l'histoire n'ont pas duré longtemps, et les monuments ont été restaurés pour retrouver leur gloire d'antan. De plus, les Russes post-soviétiques ont continué à ériger de nouveaux monuments en l'honneur ds personnalités qui avaient été déshonorées et vaincues. Tandis que les "éveillés" américains détruisaient les monuments aux généraux de la guerre de Sécession qui avaient combattu dans le camp des perdants, les Russes érigeaient des monuments à la mémoire de l'amiral Kolchak (qui avait combattu les Rouges et avait été vaincu et exécuté par eux) et à celle du général Mannerheim (qui avait combattu les Rouges pendant la guerre civile finlandaise et les Russes pendant la Seconde Guerre mondiale, mais avait sagement fait la paix avec Staline). Des statues de tsars et de dirigeants communistes embellissent les places et les jardins des villes russes.
La chasse aux sorcières menée contre J.K. Rowling par le lobby Trans fait écho à des histoires similaires concernant des écrivains russes qui avaient été "démasqués" et qui sont "tombés en disgrâce" dans les années 20 à 30, mais pour des raisons différentes. Si vous lisez Le Maître et Marguerite, le roman de Michael Boulgakov, vous rencontrerez le critique d'art, Latunsky, qui traquait l'écrivain politiquement incorrect. ProletCult et NaPostu sont les noms de certains des mouvements "woke" russes de l'époque, et de nombreux écrivains russes ont eu à souffrir de leurs exigences étouffantes.
Les universités américaines ont été le champ de bataille de la guerre des cultures entre "éveillés" et portés aux "dérapages", où le camp des vaincus a été défenestré ou du moins forcé à partir. Les Russes ont également traversé cette étape, il y a 70 ans, lorsque Lysenko et Vavilov ont résolu leurs différends en faisant appel à Staline. Aujourd'hui, les Russes ne font plus campagne contre des scientifiques politiquement incorrects. Un scientifique russe peut dire et écrire ce qu'il veut. Il ne perdra pas son prix Nobel comme James Watson [accusé de racisme]. Aucun scientifique russe ne sera qualifié de "discrédité", ou de "conspirationniste", comme le professeur Judy Mikovitz [auteure de la vidéo virale Plandemic, éliminée par youtube], encore que les Russes reconnaissent dans ces termes des relents caractéristiques de leur passé lointain.
Les Russes se disputent maintenant sur la question de savoir à quelle période de l'histoire russe correspond le stade de l'Amérique d'aujourd'hui.
Les émeutes et les problèmes raciaux correspondent à la dernière période soviétique de la Perestroïka, les années 1988-1990. Après quoi il y a eu des émeutes au Tadjikistan, en Ouzbékistan, en Géorgie. Les Arméniens se sont révoltés au Karabagh et les Azéris à Bakou et à Soumgaït. Il y a eu des émeutes dans les pays baltes, et les forces de sécurité ont hésité à intervenir.
La tentative actuelle de réécriture de l'histoire américaine par des universitaires "décoloniaux" ressemble aux campagnes de 1986-1990 visant à réécrire complètement l'histoire russe. L'Empire tsariste était alors présenté comme le sommet du développement, tandis que Staline était sali comme le destructeur de la culture russe.
L'âge avancé des candidats américains à la présidence fait penser à la période 1984-1986 de la Russie, où trois dirigeants soviétiques d'âge avancé sont morts en l'espace de trois ans. Ce défilé de dirigeants retraités s'est terminé par l'élection de Gorbatchev qui était relativement jeune et capable de parler sans prompteur. Les Russes comparent Joe Biden à leur Tchernenko (76 ans) qui a dirigé la Russie en 1984-1985.
Dans son nouveau roman L'art du toucher léger, le spirituel Viktor Pelevin suggère une autre date : "L'Amérique moderne est une Union soviétique de style Brejnev vers 1979, avec les LGBT à la place du Komsomol, les grandes multinationales à la place du Parti communiste, la répression sexuelle à la place de l'expression sexuelle, et l'aube du socialisme à la place de la mort du socialisme. Il y a cependant une différence. On a pu échapper à la Russie soviétique, mais on ne peut pas échapper à l'Amérique (dans la mesure où son influence est mondiale). En Russie soviétique, on pouvait écouter la Voix de l'Amérique, et il n'y a plus rien d'équivalent maintenant. Seulement trois Pravdas légèrement différentes et un Brejnev immortel et multiface, qui se bat farouchement avec lui-même pour le droit de sucer Bibi Nétanyahou".
Le populaire blogueur Dimitri Olshanski n'est pas d'accord. Pour lui, l'Amérique est comme la Russie des années 30. Il passe en revue les films américains récents :
" Biopic de l'icône féministe Gloria Steinem... Deux femmes au début ne s'entendent pas, puis elles deviennent amies, puis elles atteignent un fusionnement... Bassam Tariq raconte l'histoire d'un rappeur pakistanais terrassé par une maladie héréditaire... les conséquences d'une catastrophe environnementale causée par la pollution industrielle des eaux locales par le mercure. Féminisme - Lesbianisme - Greenpeace - Migrants pakistanais", etc.
Ce n'est pas comme la Russie de Brejnev, où les artistes savaient tromper la censure et faire passer des sujets interdits ; c'est la Russie des années 30, où avec une férocité croissante, le malheureux spectateur se sentait terrassé à répétition par les images de fonderie d'acier, de mains d'ouvriers, d'objectifs à atteindre dans le cadre du plan".
Olshanski conclut par un appel à voter pour Trump, car "il est le seul homme d'État capable de bloquer le matriarcat, les trente-huit sexes, le langage canin des "éléments déclencheurs" et les privilèges, et les hyper-post-modernistes qui jettent par-dessus bord Shakespeare et Churchill ".
"Jeter Pouchkine du bateau à vapeur de la modernité", tel était le slogan des wokes russes en 1912...
Apparemment, donc, certaines hystéries américaines rappellent à la Russie les années 1912, 1920, 1935, 1970 et 1980. Si on met tout cela dans le même sac, cela prouve que la Russie et les États-Unis ont beaucoup appris l'un de l'autre, et pas toujours le meilleur. Mais c'est tout simplement humain : nous adoptons souvent les mauvaises habitudes de nos amis, et nous gardons ces habitudes même après nous être perdus de vue.

Par Israel Adam Shamir